

Rapport trimestriel aux actionnaires

Résultats du premier trimestre

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014

Rapport trimestriel aux actionnaires

Veillez vous reporter à la page 5 pour prendre connaissance des mises en garde au sujet des déclarations prospectives et des mesures financières non définies par les IFRS.

Il est possible d'obtenir des exemplaires du présent rapport en se rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com ou en communiquant avec le Service du secrétariat général au 204 946-4388.

La Great-West et la conception graphique de la clé sont des marques de commerce de La Great-West, compagnie d'assurance-vie.
London Life et Financière Liberté 55 sont des marques de commerce de la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie.
Canada-Vie et le symbole social sont des marques de commerce de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie.

RAPPORT TRIMESTRIEL AUX ACTIONNAIRES

Résultats pour le trimestre allant du 1^{er} janvier au 31 mars 2014

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes annexes en date du 31 mars 2014 ont été approuvés par le conseil d'administration lors d'une réunion tenue aujourd'hui à Winnipeg.

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco) a présenté un bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de 587 M\$, ou 0,587 \$ par action ordinaire, pour le trimestre clos le 31 mars 2014, comparativement à 517 M\$, ou 0,544 \$ par action ordinaire pour le trimestre correspondant de 2013, ce qui correspond à une hausse de 13,5 %.

L'actif administré consolidé au 31 mars 2014 s'est chiffré à 806 G\$, une hausse de 48 G\$ par rapport au 31 décembre 2013.

Faits saillants pour le trimestre

- Le montant des primes et dépôts de Lifeco pour le trimestre a été de 23,9 G\$, une hausse de 41 % par rapport à l'exercice précédent, qui tient compte d'un apport de 2,9 G\$ d'Irish Life Group Limited (Irish Life), lequel s'explique par la vigueur soutenue du taux de maintien et de la croissance.
- Les souscriptions totales enregistrées par la Compagnie au premier trimestre de 2014 ont affiché une augmentation de 43 % par rapport à la période correspondante de 2013 :
 - Les souscriptions de l'exploitation canadienne se sont chiffrées à 3,2 G\$, une hausse de 6 %.
 - Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes de l'exploitation européenne se sont chiffrées à 3,5 G\$, une hausse de 265 %, qui comprend des souscriptions de 2,6 G\$ provenant d'Irish Life.
 - Les souscriptions de Putnam ont été de 9,1 G\$ US, une hausse de 23 %, qui s'explique par l'augmentation de 2,7 G\$ US des souscriptions de fonds communs de placement, qui ont atteint leur niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2003.
 - Les souscriptions de Great-West Financial ont été de 2,9 G\$ US, une hausse de 16 %.
- Irish Life a contribué au bénéfice net de Lifeco à hauteur de 52 M\$ au cours du premier trimestre de 2014, comparativement à 44 M\$ au quatrième trimestre de 2013.
- Le 3 avril 2014, la Compagnie a annoncé que Great-West Financial avait conclu un accord visant l'acquisition des activités de tenue de dossiers de J.P. Morgan Retirement Plan Services sur le marché des groupes de grande taille. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation aux États-Unis, la transaction devrait être conclue au troisième trimestre de 2014.
- La Compagnie a maintenu un rendement des capitaux propres élevé de 16,0 % en fonction du bénéfice net. Le rendement des capitaux propres en fonction du bénéfice d'exploitation ajusté s'est chiffré à 15,2 %, ce qui exclut l'incidence des coûts de restructuration et d'acquisition liés à Irish Life et de certaines provisions liées à un litige.
- La situation du capital de la Compagnie est demeurée très solide. Le ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE) de La Great-West, compagnie d'assurance-vie, principale filiale en exploitation de Lifeco, se chiffrait à 230 % au 31 mars 2014.
- La Compagnie a déclaré un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action ordinaire, payable le 30 juin 2014.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Les trois principales unités d'exploitation sont Assurance individuelle, Gestion du patrimoine et Assurance collective. La Compagnie offre des produits de capitalisation, de rentes, d'assurance-vie, d'assurance invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle et de la Collective.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 294 M\$ pour le premier trimestre de 2014, une hausse de 11 %, comparativement à 265 M\$ pour le premier trimestre de 2013.

Les souscriptions ont totalisé 3,2 G\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à 3,0 G\$ au premier trimestre de 2013, ce qui reflète la hausse de 14 % des souscriptions de produits d'assurance individuelle et de 12 % des souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine, hausses contrebalancées en partie par la diminution des souscriptions de produits d'assurance créances collective.

Le total de l'actif administré par l'exploitation canadienne au 31 mars 2014 se chiffrait à 153 G\$, comparativement à 149 G\$ au 31 décembre 2013.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Great-West Financial offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placements ainsi que de consultation. Elle offre également des comptes de retraite individuels, des produits d'assurance-vie et de rentes, ainsi que des régimes d'avantages à l'intention des cadres. Putnam offre des services de gestion de placements, certains services administratifs, des services de distribution ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 41 M\$ pour le premier trimestre de 2014, comparativement à 71 M\$ pour le premier trimestre de 2013. Great-West Financial a présenté un bénéfice net de 94 M\$ au premier trimestre, comparativement à 85 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Putnam a présenté une perte nette de 53 M\$ au premier trimestre, comparativement à une perte nette de 14 M\$ il y a un an.

Pour le premier trimestre de 2014, les souscriptions de Great-West Financial se sont chiffrées à 2,9 G\$ US, en hausse par rapport au montant de 2,5 G\$ US enregistré au premier trimestre de 2013, en raison des résultats positifs des Services de retraite et des Marchés de l'Individuelle. Les Services de retraite ont enregistré une hausse des souscriptions du produit de rente collective des marchés institutionnels, ainsi qu'une augmentation des transferts d'actifs découlant des fusions de régimes et de participants de régimes existants. Au sein des Marchés de l'Individuelle, les souscriptions ont augmenté en ce qui concerne les marchés des comptes de retraite individuels et des avantages offerts aux dirigeants.

Au 31 mars 2014, l'actif géré de Putnam se chiffrait à 153,4 G\$ US, comparativement à 134,7 G\$ US il y a un an, ce qui correspond à une hausse de 14 %. Les entrées d'actifs nettes pour le premier trimestre de 2014 étaient de 1,1 G\$ US, comparativement à des sorties d'actifs nettes de 0,3 G\$ US pour la période correspondante de 2013, ce qui s'explique par les entrées nettes des fonds communs de placement de 2,4 G\$ US, un sommet depuis le premier trimestre de 2001.

Au 31 mars 2014, le total de l'actif administré par l'exploitation américaine se chiffrait à 453 G\$, comparativement à 421 G\$ au 31 décembre 2013.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes et l'unité Réassurance. Aux résultats de ces unités s'ajoute une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco. L'unité Assurance et rentes offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des rentes immédiates, par l'entremise des filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande. L'unité Réassurance exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande par l'entremise de la Canada-Vie, de la London Life et de leurs filiales.

Le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires s'est établi à 259 M\$ pour le premier trimestre de 2014. Ce montant comprend l'incidence des coûts de restructuration de 5 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life. Déduction faite de ces coûts, le bénéfice net se chiffre à 264 M\$ pour le trimestre, ce qui comprend l'apport de 52 M\$ fourni par Irish Life, comparativement à 192 M\$ pour le premier trimestre de 2013.

Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes pour le premier trimestre de 2014 se sont chiffrées à 3,5 G\$, ce qui comprend une tranche de 2,6 G\$ liée à Irish Life. Il s'agit là d'une hausse de 265 % par rapport au montant de 961 M\$ enregistré il y a un an.

Au 31 mars 2014, le total de l'actif administré par l'exploitation européenne s'est chiffré à 200 G\$, une hausse par rapport au montant de 188 G\$ enregistré au 31 décembre 2013.

EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

L'exploitation générale de Lifeco a enregistré une perte nette de 7 M\$ attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le premier trimestre de 2014, comparativement à une perte nette de 11 M\$ pour le premier trimestre de 2013.

DIVIDENDES TRIMESTRIELS

Lors de sa réunion d'aujourd'hui, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,3075 \$ par action sur les actions ordinaires de la Compagnie payable le 30 juin 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 juin 2014.

Les dividendes dont il est question ci-dessus sont des dividendes admissibles aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute loi provinciale similaire.

De plus, le conseil d'administration a approuvé le versement des dividendes trimestriels suivants :

- sur les actions privilégiées de premier rang, série F, à raison de 0,36875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série G, à raison de 0,3250 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série H, à raison de 0,30313 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série I, à raison de 0,28125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série L, à raison de 0,353125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série M, à raison de 0,3625 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série N, à raison de 0,228125 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série P, à raison de 0,3375 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série Q, à raison de 0,321875 \$ par action;
- sur les actions privilégiées de premier rang, série R, à raison de 0,3000 \$ par action;

payables en entier le 30 juin 2014 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 2 juin 2014.

Le président et chef de la direction,



P. A. Mahon

Le 8 mai 2014

RAPPORT DE GESTION**POUR LA PÉRIODE CLOSE LE 31 MARS 2014****DATÉ DU 8 MAI 2014**

Le présent rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) pour le trimestre clos le 31 mars 2014, ainsi qu'une comparaison avec la période correspondante de 2013, avec le trimestre clos le 31 décembre 2013 et avec la situation financière de la Compagnie au 31 décembre 2013. Le présent rapport de gestion consiste en des commentaires généraux suivis d'une analyse du rendement des trois principaux secteurs à présenter de Lifeco, soit les exploitations canadienne, américaine et européenne.

MODE DE PRÉSENTATION ET SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés de Lifeco, lesquels constituent la base des données présentées dans le présent rapport, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les IFRS), sauf indication contraire, et sont présentés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire. Le présent rapport de gestion doit être lu parallèlement aux états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour la période close le 31 mars 2014. Le lecteur est aussi prié de se reporter au rapport de gestion et aux états financiers consolidés annuels de 2013 figurant dans le rapport annuel de 2013 de la Compagnie.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion renferme des déclarations prospectives visant la Compagnie, ses activités commerciales, ses stratégies ainsi que sa performance et sa situation financières prévues. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, ou comprennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « compter », « croire », « estimer », d'autres expressions semblables ainsi que les formes négatives de ces termes. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de la performance financière future (y compris les produits, le bénéfice ou les taux de croissance), des stratégies ou des perspectives commerciales courantes et des mesures futures que pourrait prendre la Compagnie, notamment les déclarations qu'elle pourrait faire à l'égard des avantages qu'elle prévoit retirer des acquisitions et des dessaisissements, constitue également une déclaration prospective. Les déclarations prospectives sont fondées sur des prévisions et des projections à l'égard d'événements futurs qui étaient établies à la date des états financiers et sont, de par leur nature, assujetties, entre autres, à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses concernant la Compagnie, à des facteurs économiques et au secteur des services financiers dans son ensemble, y compris les secteurs de l'assurance et des fonds communs de placement. Ces déclarations ne garantissent pas la performance financière future, et les événements et les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ceux qui sont énoncés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. Les facteurs et les hypothèses importants qui ont servi à formuler les déclarations prospectives contenues dans le présent document comprennent l'hypothèse selon laquelle la conjoncture dans laquelle la Compagnie exerce ses activités demeurera essentiellement inchangée, ce qui comprend, de façon non limitative, les prix du marché pour les produits offerts, le niveau des souscriptions, les primes reçues, les honoraires, les charges, les résultats au chapitre de la mortalité et de la morbidité, les taux de déchéance, les impôts, l'inflation, les systèmes d'information, les conditions générales sur le plan économique et politique, les marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, les taux d'intérêt et de change, les marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, le maintien et la disponibilité du personnel et des tiers fournisseurs de services, et la capacité de la Compagnie à effectuer des opérations stratégiques et à intégrer les acquisitions, et qu'aucun changement significatif imprévu ne surviendra à l'égard des installations, des clients, des relations avec les employés et des ententes liées aux créances de la Compagnie. Plusieurs de ces hypothèses reposent sur des facteurs et des événements sur lesquels la Compagnie n'exerce aucun contrôle, et rien ne garantit qu'elles se révéleront exactes. Les autres facteurs importants et hypothèses importantes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux présentés dans les déclarations prospectives comprennent les changements technologiques, la valeur des placements, les paiements requis aux termes de produits de placement, la réassurance, les changements au plan de la réglementation et des lois locales et internationales, les changements liés aux méthodes comptables, l'incidence de l'application de modifications de méthodes comptables futures, les décisions judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Le lecteur est prié de noter que la liste des hypothèses et facteurs précités n'est pas exhaustive et qu'il existe d'autres facteurs mentionnés dans d'autres documents déposés auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières, y compris ceux figurant dans le rapport de gestion annuel de 2013 de la Compagnie aux rubriques Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle et Sommaire des estimations comptables critiques, ainsi que tous les facteurs. Ces documents ainsi que d'autres documents déposés peuvent être consultés à l'adresse www.sedar.com. Le lecteur est également invité à examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et à ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives. À moins que la loi applicable ne l'exige expressément, la Compagnie n'a pas l'intention de mettre à jour les déclarations prospectives à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport de gestion comprend certaines mesures financières non définies par les IFRS qui sont désignées, sans s'y limiter, par les termes « bénéfice d'exploitation », « taux de change constant », « primes et dépôts », « souscriptions » et d'autres expressions semblables. Les mesures financières non définies par les IFRS constituent, pour la direction et les investisseurs, des mesures additionnelles de la performance. Toutefois, ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et ne peuvent être comparées directement à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Se reporter aux rapprochements appropriés entre ces mesures et les mesures définies par les IFRS.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Principales données financières consolidées

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Aux et pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013 ⁽²⁾⁽³⁾
Primes et dépôts :			
Produits d'assurance-vie, de rentes garanties et d'assurance-maladie ⁽²⁾	5 267 \$	5 850 \$	4 931 \$
Équivalents des primes des régimes autofinancés (contrats de services administratifs seulement)	658	649	644
Dépôts des fonds distincts :			
Produits de l'Individuelle	2 946	2 757	1 768
Produits de la Collective	3 364	1 809	2 006
Dépôts des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	11 662	11 491	7 642
Total des primes et dépôts	23 897	22 556	16 991
Honoraires et autres produits ⁽²⁾	1 059	1 001	798
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices ^{(1) (2)}	7 489	5 647	5 560
Bénéfice d'exploitation – détenteurs d'actions ordinaires*	587	491	517
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	587	717	517
Par action ordinaire			
Bénéfice d'exploitation*	0,587 \$	0,491 \$	0,544 \$
Bénéfice de base	0,587	0,717	0,544
Dividendes versés	0,3075	0,3075	0,3075
Valeur comptable	16,05	15,33	12,87
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires⁽⁴⁾			
Bénéfice d'exploitation	14,5 %	15,0 %	16,8 %
Bénéfice net	16,0 %	16,6 %	15,7 %
Total de l'actif ⁽³⁾	342 860 \$	325 905 \$	261 954 \$
Actifs nets des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽²⁾	199 921	185 243	145 838
Total de l'actif géré ⁽³⁾	542 781	511 148	407 792
Autres actifs administrés	263 113	247 139	174 487
Total de l'actif administré ⁽³⁾	805 894 \$	758 287 \$	582 279 \$
Total des capitaux propres	20 964 \$	19 999 \$	17 268 \$

* Le bénéfice d'exploitation, une mesure financière non définie par les IFRS, exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 33 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2013.

- (1) Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent l'incidence de la variation de la juste valeur des actifs couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement.
- (2) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.
- (3) Le cas échéant, les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.
- (4) Le rendement des capitaux propres est présenté à la rubrique portant sur la répartition du capital.

BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net consolidé de Lifeco comprend le bénéfice net de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West) et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam), ainsi que les résultats d'exploitation de l'exploitation générale de Lifeco. Les résultats d'Irish Life Group Limited (Irish Life) sont inclus pour la période suivant la date d'acquisition du 18 juillet 2013.

Le bénéfice net de Lifeco attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2014 s'est chiffré à 587 M\$, contre 517 M\$ il y a un an et 717 M\$ au trimestre précédent. Ce montant représente 0,587 \$ par action ordinaire (0,587 \$ après dilution) pour le premier trimestre de 2014, comparativement à 0,544 \$ par action ordinaire (0,544 \$ après dilution) il y a un an et à 0,717 \$ par action ordinaire (0,716 \$ après dilution) au trimestre précédent. Le bénéfice net du premier trimestre de 2014 comprend un apport de 52 M\$ d'Irish Life, contrebalancé par des coûts de restructuration de 5 M\$ liés à l'intégration en cours d'Irish Life. Le bénéfice net de Lifeco au quatrième trimestre de 2013 comprenait une reprise liée à un litige comptabilisée pour une période antérieure, ce qui a donné lieu à une hausse de 226 M\$ du bénéfice net, et un apport de 44 M\$ d'Irish Life, facteurs contrebalancés par des coûts de restructuration et d'acquisition de 23 M\$ liés à Irish Life et une perte liée à l'évaluation à la valeur de marché à l'égard d'une macro-couverture du capital de 26 M\$.

Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Exploitation canadienne			
Assurance individuelle	69 \$	73 \$	56 \$
Gestion du patrimoine	105	93	90
Assurance collective	109	97	95
Exploitation générale canadienne	11	7	24
	294	270	265
Exploitation américaine			
Services financiers	94	81	85
Gestion d'actifs	(53)	(25)	(14)
Exploitation générale américaine	–	–	–
	41	56	71
Exploitation européenne			
Assurance et rentes	200	166	130
Réassurance	63	63	55
Exploitation générale européenne	(4)	(27)	7
	259	202	192
Exploitation générale de Lifeco	(7)	(37)	(11)
Bénéfice d'exploitation	587 \$	491 \$	517 \$
Certaines provisions liées à des litiges ⁽¹⁾	–	226	–
Bénéfice net	587 \$	717 \$	517 \$

(1) Ce montant correspond à des provisions liées à des litiges, lesquelles sont présentées à la note 33 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire du bénéfice net de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur le bénéfice net sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

INCIDENCE DES MARCHÉS

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt dans les pays où la Compagnie exerce ses activités ont diminué au cours du trimestre, mais cette diminution n'a pas eu d'incidence sur l'étendue des scénarios de taux d'intérêt pris en compte dans le cadre du processus d'évaluation. La fluctuation nette des taux d'intérêt n'a eu aucune incidence significative sur le bénéfice net ou le MMPRCE par rapport aux prévisions de la Compagnie.

Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés résumés de la Compagnie pour le trimestre clos le 31 mars 2014 pour une description détaillée de la sensibilité de la Compagnie aux fluctuations des taux d'intérêt.

Marchés boursiers

Au premier trimestre de 2014, le rendement des marchés boursiers a été positif dans la plupart des territoires où la Compagnie exerce ses activités. À la clôture du premier trimestre, les principaux indices boursiers affichaient des hausses respectives de 5,2 %, de 1,3 % et de 2,0 % au Canada (indice S&P TSX), aux États-Unis (indice S&P 500) et dans la grande région européenne (indice Eurostoxx 50), mais une baisse de 2,2 % au Royaume-Uni (indice FTSE 100) par rapport au 31 décembre 2013.

Par rapport au premier trimestre de 2013, la moyenne des niveaux des marchés boursiers du premier trimestre de 2014 a enregistré une hausse de 9,9 %, de 21,3 %, de 6,1 % et de 15,4 % au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans la grande région européenne, respectivement.

Au premier trimestre de 2014, le rendement des marchés a légèrement dépassé les attentes de la Compagnie, ce qui a donné lieu à une hausse des honoraires liés aux actifs de la Compagnie et à une baisse du coût des garanties en cas de décès et à l'échéance ou aux prestations de revenu de certains produits de gestion du patrimoine offerts par la Compagnie. Ces facteurs n'ont pas eu d'incidence significative sur le bénéfice net par rapport aux attentes de la Compagnie.

Devises

Au cours du premier trimestre de 2014, le taux de change moyen entre le dollar américain, la livre sterling et l'euro a augmenté. L'incidence globale des fluctuations des devises sur le bénéfice net de la Compagnie s'est traduite par une croissance de 37 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, par rapport aux taux de change en vigueur il y a un an. La baisse du dollar canadien au 31 mars 2014 par rapport au dollar américain, à la livre sterling et à l'euro a donné lieu à des profits de change latents de 503 M\$ sur la conversion des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture connexes; ce montant a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global au cours du trimestre.

Les taux de change pour la période considérée et la période comparative sont présentés en détail à la rubrique portant sur la conversion des devises à la fin du présent rapport de gestion.

PRIMES ET DÉPÔTS ET SOUSCRIPTIONS

Les primes et dépôts comprennent les primes liées aux produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les équivalents des primes des régimes autofinancés des contrats collectifs de services administratifs seulement (SAS), les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective et les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs.

Les souscriptions comprennent la totalité des primes uniques et des primes récurrentes annualisées sur les produits d'assurance et de rentes fondés sur le risque, les dépôts des produits de fonds distincts de l'Individuelle et de la Collective, les dépôts des comptes institutionnels et des fonds communs de placement exclusifs et les dépôts des fonds communs de placement non exclusifs.

Primes et dépôts

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Exploitation canadienne			
Assurance individuelle	1 077 \$	1 112 \$	1 001 \$
Gestion du patrimoine	4 051	2 368	2 689
Assurance collective	1 900	1 886	1 875
	7 028	5 366	5 565
Exploitation américaine			
Services financiers	1 808	1 755	1 434
Gestion d'actifs	9 972	8 668	7 433
	11 780	10 423	8 867
Exploitation européenne			
Assurance et rentes	4 112	5 229	1 260
Réassurance ⁽¹⁾	977	1 538	1 299
	5 089	6 767	2 559
Total	23 897 \$	22 556 \$	16 991 \$

Souscriptions

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Exploitation canadienne	3 202 \$	2 852 \$	3 012 \$
Exploitation américaine	13 159	14 263	9 950
Exploitation européenne – Assurance et rentes	3 506	4 773	961
Total	19 867 \$	21 888 \$	13 923 \$

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des primes et dépôts et des souscriptions de la Compagnie. Des commentaires additionnels sur les primes et dépôts et les souscriptions sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

PRODUITS DE PLACEMENT NETS

Produits de placement nets

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Produits de placement gagnés (déduction faite des charges liées aux immeubles de placement)	1 490 \$	1 400 \$	1 336 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances	(1)	4	(1)
Profits nets réalisés	22	40	47
Produits de placement réguliers	1 511	1 444	1 382
Frais de placement	(22)	(14)	(20)
Produits de placement nets réguliers	1 489	1 430	1 362
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	2 122	(225)	465
Produits de placement nets	3 611 \$	1 205 \$	1 827 \$

Au premier trimestre de 2014, les produits de placement nets, qui comprennent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont augmenté de 1 784 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les fluctuations des justes valeurs au premier trimestre de 2014 se sont soldées par une augmentation de 2 122 M\$, comparativement à une augmentation de 465 M\$ au premier trimestre de 2013, principalement en raison d'une baisse plus marquée du rendement des obligations d'État au premier trimestre de 2014 par rapport au premier trimestre de 2013.

Au premier trimestre de 2014, les produits de placement nets réguliers, qui excluent les variations de la juste valeur par le biais du résultat net, ont crû de 127 M\$ par rapport au premier trimestre de 2013. Irish Life a fourni un apport de 24 M\$ aux produits de placement nets réguliers au premier trimestre de 2014. À l'exclusion de l'incidence d'Irish Life, les produits de placement nets réguliers ont augmenté de 103 M\$, en raison essentiellement du raffermissement de la livre sterling et du dollar américain par rapport au dollar canadien. Les profits nets réalisés comprennent des profits sur les titres disponibles à la vente de 11 M\$ pour le premier trimestre de 2014, comparativement à 35 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement nets enregistrés au premier trimestre de 2014 ont augmenté de 2 406 M\$ par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2013, essentiellement en raison d'augmentations nettes de la juste valeur de 2 122 M\$ au cours du premier trimestre de 2014, comparativement à des diminutions nettes de 225 M\$ au trimestre précédent. Au premier trimestre de 2014, les rendements des obligations d'État ont diminué, alors qu'ils avaient augmenté au quatrième trimestre de 2013.

Marchés du crédit

Au premier trimestre de 2014, la Compagnie a enregistré des recouvrements nets sur les placements ayant subi une perte de valeur, ce qui a eu une incidence favorable de 5 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires (un recouvrement net de 3 M\$ au premier trimestre de 2013). Aucune nouvelle perte de valeur n'a été enregistrée au premier trimestre.

Au premier trimestre de 2014, la modification des notations du portefeuille d'obligations de la Compagnie a donné lieu à une augmentation nette des provisions pour pertes sur créances futures à l'égard des passifs relatifs aux contrats d'assurance, ce qui a eu une incidence défavorable de 3 M\$ sur le bénéfice net attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires pour le trimestre (un recouvrement net de 1 M\$ au premier trimestre de 2013).

HONORAIRES ET AUTRES PRODUITS

En plus d'offrir des produits d'assurance fondés sur le risque traditionnels, la Compagnie offre certains produits suivant le principe de l'utilisateur payeur. Les plus importants produits de ce groupe sont les fonds distincts et les fonds communs de placement, pour lesquels la Compagnie reçoit des honoraires de gestion de placements liés à l'actif géré et d'autres honoraires, et les contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective au prix coûtant majoré.

Honoraires et autres produits

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013 ⁽¹⁾
Exploitation canadienne			
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	306 \$	295 \$	272 \$
Contrats SAS	38	35	37
	344	330	309
Exploitation américaine			
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	419	395	337
Exploitation européenne			
Fonds distincts, fonds communs de placement et autres	296	276	152
Total des honoraires et autres produits	1 059 \$	1 001 \$	798 \$

(1) La Compagnie a reclassé certains chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Le tableau ci-dessus présente un sommaire des honoraires et autres produits de la Compagnie sur une base brute. Des commentaires additionnels sur les honoraires et autres produits sont présentés à la rubrique Résultats d'exploitation sectoriels.

SOMMES VERSÉES OU CRÉDITÉES AUX TITULAIRES DE POLICES

Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Exploitation canadienne	3 365 \$	2 629 \$	2 456 \$
Exploitation américaine	1 298	927	760
Exploitation européenne ⁽¹⁾	2 826	2 091	2 344
Total	7 489 \$	5 647 \$	5 560 \$

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Les sommes versées ou créditées aux titulaires de polices comprennent les règlements des sinistres liés à l'assurance-vie et à l'assurance-maladie, les rachats de police, les rentes, les versements échus, les paiements des garanties à l'égard des fonds distincts, les participations des titulaires de polices, les bonifications et la variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement. La variation des passifs relatifs aux contrats comprend l'incidence des variations de la juste valeur de certains actifs investis couvrant les passifs et des variations de la provision pour pertes sur créances futures. Cependant, ces montants ne tiennent pas compte du montant des prestations liées aux contrats SAS, aux fonds distincts et aux fonds communs de placement.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices se sont chiffrées à 7,5 G\$, y compris un montant de 4,7 G\$ au titre des paiements de prestations aux titulaires de polices et un montant de 2,8 G\$ au titre de l'augmentation des passifs relatifs aux contrats. L'augmentation de 1,9 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 comprend une hausse de 2,2 G\$ des passifs relatifs aux contrats, qui s'explique essentiellement par les ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, facteur partiellement contrebalancé par une diminution de 314 M\$ des paiements de prestations. La diminution des paiements de prestations tient à la commutation d'un traité d'assurance-maladie, facteur partiellement contrebalancé par les fluctuations des devises, l'apport d'Irish Life et la croissance normale des affaires.

Par rapport au trimestre précédent, les sommes consolidées versées ou créditées aux titulaires de polices ont augmenté de 1,8 G\$. L'augmentation comprend une hausse de 1,7 G\$ des passifs relatifs aux contrats, laquelle découle principalement d'ajustements à la juste valeur des passifs relatifs aux contrats d'assurance en raison de la variation des taux d'intérêt au Canada, aux États-Unis et en Europe, et une augmentation de 164 M\$ des paiements de prestations.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est généralement inférieur à son taux d'imposition prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

Au premier trimestre de 2014, la Compagnie avait un taux d'imposition effectif de 21 %, comparativement à 18 % au premier trimestre de 2013. La hausse du taux d'imposition effectif de la Compagnie pour le premier trimestre de 2014 tient à la hausse des charges non déductibles du compte de participation au cours du trimestre, ainsi qu'à l'augmentation des réserves au titre des positions fiscales incertaines. De plus, au cours du premier trimestre de 2014, les lois de l'impôt sur le revenu nouvellement adoptées par certains États américains ont entraîné une réduction de la valeur comptable de certains actifs d'impôt différé de Putnam, ce qui a également eu une incidence négative sur le taux d'imposition effectif de la Compagnie.

Le taux d'imposition effectif de 21 % au premier trimestre, est supérieur à celui de 18 % au quatrième trimestre de 2013, en raison essentiellement des raisons mentionnées ci-dessus.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

ACTIF

Actif administré

	31 mars 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	61 126 \$	33 282 \$	43 914 \$	138 322 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 106	1 910	2 363	9 379
Autres actifs	3 138	3 706	18 625	25 469
Actif net des fonds distincts	65 827	29 464	74 399	169 690
Total de l'actif	135 197	68 362	139 301	342 860
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 382	177 063	18 476	199 921
Total de l'actif géré	139 579	245 425	157 777	542 781
Autres actifs administrés	13 812	207 348	41 953	263 113
Total de l'actif administré	153 391 \$	452 773 \$	199 730 \$	805 894 \$
	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	59 735 \$	31 206 \$	41 001 \$	131 942 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 103	1 828	2 337	9 268
Autres actifs	2 941	3 356	17 619	23 916
Actif net des fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
Total de l'actif	129 983	64 558	131 364	325 905
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	4 114	164 515	16 614	185 243
Total de l'actif géré	134 097	229 073	147 978	511 148
Autres actifs administrés	14 607	192 490	40 042	247 139
Total de l'actif administré	148 704 \$	421 563 \$	188 020 \$	758 287 \$

Au 31 mars 2014, le total de l'actif administré avait crû de 47,6 G\$ par rapport au 31 décembre 2013 pour atteindre 805,9 G\$, essentiellement en raison de l'augmentation de la valeur de marché, des fluctuations favorables des devises et de la croissance des nouvelles affaires. Les autres actifs administrés ont augmenté de 16,0 G\$, en raison essentiellement des fluctuations favorables des devises, des nouvelles souscriptions de régimes au sein de l'exploitation américaine et de l'augmentation de la valeur de marché.

ACTIF INVESTI

La Compagnie est responsable de l'administration de l'actif de son fonds général en vue de satisfaire à ses besoins en matière de flux de trésorerie, de liquidités et de rentabilité des produits d'assurance et d'investissement. Elle se conforme à des politiques de placement prudentes de manière à éviter que l'actif soit indûment exposé aux risques de concentration, de crédit ou de marché. La Compagnie met en œuvre des stratégies cadrant avec ses politiques globales, qu'elle révisé et rajuste périodiquement pour tenir compte des flux de trésorerie, du passif et de la conjoncture des marchés financiers. La majorité des placements du fonds général sont constitués de titres à revenu fixe à moyen et à long terme, principalement des obligations et des prêts hypothécaires, qui reflètent la nature du passif de la Compagnie.

Portefeuille d'obligations – La Compagnie a pour politique d'acquérir seulement des obligations de grande qualité, en suivant des politiques de placement prudentes et bien définies. Au 31 mars 2014, le total du portefeuille d'obligations, y compris les placements à court terme, se chiffrait à 95,4 G\$, soit 69 % de l'actif investi, contre 89,9 G\$, ou 69 % de l'actif investi, au 31 décembre 2013. La qualité globale du portefeuille d'obligations est demeurée élevée, 99 % du portefeuille étant coté de bonne qualité et 81 % ayant la notation A ou une notation supérieure.

Qualité des obligations du portefeuille

	31 mars 2014		31 décembre 2013	
AAA	32 680 \$	34 %	30 626 \$	34 %
AA	16 731	18	15 913	18
A	27 413	29	25 348	28
BBB	17 210	18	16 809	19
BB ou inférieure	1 334	1	1 218	1
Total	95 368 \$	100 %	89 914 \$	100 %

Titres de créance de gouvernements

	Valeur comptable selon la notation – Au 31 mars 2014					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	10 120 \$	3 119 \$	3 313 \$	69 \$	18 \$	16 639 \$	16 105 \$
Royaume-Uni	8 718	1 341	217	591	–	10 867	10 266
États-Unis	5 922	1 571	195	–	3	7 691	7 469
Irlande	–	–	–	670	–	670	629
	24 760	6 031	3 725	1 330	21	35 867	34 469
Portugal	–	–	–	–	11	11	11
Italie	–	–	–	73	–	73	68
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	–	–	–	13	–	13	13
	–	–	–	86	11	97	92
Allemagne	1 937	37	–	–	–	1 974	1 958
France	–	1 093	–	–	–	1 093	1 035
Pays-Bas	552	157	–	–	–	709	688
Autriche	427	23	–	–	–	450	445
Entités supranationales	1 219	123	–	–	–	1 342	1 299
Autres (9 pays)	598	315	138	22	–	1 073	1 053
	4 733	1 748	138	22	–	6 641	6 478
Total	29 493 \$	7 779 \$	3 863 \$	1 438 \$	32 \$	42 605 \$	41 039 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 2 983 M\$ et d'un coût amorti de 2 822 M\$.

Au 31 mars 2014, la Compagnie détenait des titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 42,6 G\$, soit une hausse par rapport à 40,6 G\$ au 31 décembre 2013. Les placements en obligations d'État ont augmenté de 2,0 G\$, en raison essentiellement du raffermissement de la livre sterling, du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien, et d'une hausse des valeurs de marché découlant de la baisse des rendements des obligations d'État. Les titres de créance de gouvernements et d'organismes gouvernementaux comprennent des placements dans des partenariats public-privé. Au 31 mars 2014, 18 M\$ de ces titres de créance étaient de qualité inférieure. Le portefeuille comprend des titres de créance émis par les gouvernements du Portugal, de l'Italie et de l'Espagne dont la valeur comptable globale s'établissait à 97 M\$, en baisse par rapport au montant de 104 M\$ enregistré au 31 décembre 2013 en raison essentiellement de la cession de la dette souveraine de l'Italie. La Compagnie ne détient aucun titre de créance émis par le gouvernement de la Grèce.

Titres de créance de banques et d'autres institutions financières

	Valeur comptable selon la notation – Au 31 mars 2014					Total*	Coût amorti*
	AAA	AA	A	BBB	BB ou inférieure		
Canada	68 \$	452 \$	1 038 \$	181 \$	– \$	1 739 \$	1 671 \$
Royaume-Uni	252	523	1 909	968	542	4 194	3 953
États-Unis	751	1 522	1 981	613	20	4 887	4 547
Irlande	–	–	–	72	10	82	96
	1 071	2 497	4 928	1 834	572	10 902	10 267
Portugal	–	–	–	–	–	–	–
Italie	–	–	31	90	–	121	117
Grèce	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	74	–	57	115	–	246	239
	74	–	88	205	–	367	356
Allemagne	4	29	193	1	–	227	219
France	117	110	295	255	–	777	731
Pays-Bas	17	297	215	40	–	569	541
Australie	139	340	84	90	–	653	634
Autres (19 institutions)	69	275	469	104	17	934	898
	346	1 051	1 256	490	17	3 160	3 023
Total	1 491 \$	3 548 \$	6 272 \$	2 529 \$	589 \$	14 429 \$	13 646 \$

	Valeur comptable selon le rang – Au 31 mars 2014					Capital conditionnel	Total*	Coût amorti*
	Titres couverts	Créances de premier rang	Créances de second rang	Capital de deuxième catégorie de la tranche supérieure	Titres de capital			
Canada	74 \$	1 170 \$	176 \$	66 \$	253 \$	– \$	1 739 \$	1 671 \$
Royaume-Uni	316	1 801	990	553	374	160	4 194	3 953
États-Unis	489	3 127	1 086	–	185	–	4 887	4 547
Irlande	69	3	–	–	10	–	82	96
	948	6 101	2 252	619	822	160	10 902	10 267
Portugal	–	–	–	–	–	–	–	–
Italie	32	–	–	–	89	–	121	117
Grèce	–	–	–	–	–	–	–	–
Espagne	85	–	70	41	50	–	246	239
	117	–	70	41	139	–	367	356
Allemagne	44	84	99	–	–	–	227	219
France	211	218	174	54	120	–	777	731
Pays-Bas	17	463	25	25	39	–	569	541
Australie	151	383	68	–	51	–	653	634
Autres (19 institutions)	82	524	148	99	81	–	934	898
	505	1 672	514	178	291	–	3 160	3 023
Total	1 570 \$	7 773 \$	2 836 \$	838 \$	1 252 \$	160 \$	14 429 \$	13 646 \$

* Comprend certains fonds détenus par des assureurs cédants d'une valeur comptable de 3 066 M\$ et d'un coût amorti de 2 750 M\$.

Au 31 mars 2014, la Compagnie détenait des titres de créance, y compris des titres de créance à court terme, de banques et d'autres institutions financières (y compris certains actifs présentés comme des fonds détenus par des assureurs cédants) dont la valeur comptable globale s'établissait à 14,4 G\$, en hausse par rapport au montant de 13,4 G\$ enregistré au 31 décembre 2013, en raison essentiellement du raffermissement de la livre sterling et du dollar américain par rapport au dollar canadien et des achats nets de titres.

Sont inclus dans ce portefeuille des titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Italie et en Espagne d'une valeur de 367 M\$, comparativement à 339 M\$ au 31 décembre 2013. Les titres espagnols, d'un montant de 246 M\$, comprennent des obligations libellées en livres sterling d'un montant de 217 M\$ émises par les filiales d'institutions financières espagnoles réglementées par la Prudential Regulation Authority (la PRA) et domiciliées au Royaume-Uni. La Compagnie ne détient pas de titres émis par des banques et d'autres institutions financières domiciliées en Grèce ou au Portugal.

Au premier trimestre de 2014, la Compagnie a échangé certains titres de capital conditionnel aux termes d'une offre d'échange de la part d'une banque dont le siège social est situé au Royaume-Uni. La Compagnie a échangé approximativement 112 M\$ de titres de capital conditionnel contre de nouveaux titres de première catégorie additionnels. Les titres de première catégorie additionnels sont assortis d'une cote de qualité inférieure. Par ailleurs, la Compagnie a également vendu sur le marché libre approximativement 56 M\$ de titres de capital conditionnel qui avaient été émis par la même banque dont le siège social est situé au Royaume-Uni. Ces transactions ont permis à la Compagnie de mieux gérer le risque de rachat anticipé lié aux titres de capital conditionnel à des prix de marché favorables pour ces titres.

Au 31 mars 2014, 96 % de la valeur comptable de 14,4 G\$ des titres de créance de banques et d'autres institutions financières se rapportait à des titres de première qualité.

Portefeuille de prêts hypothécaires – La Compagnie a pour politique d'acquérir uniquement des prêts hypothécaires commerciaux de grande qualité qui répondent à des normes de tarification et à des critères de diversification stricts. La Compagnie a un système de classification des risques bien défini, qu'elle utilise dans le cadre de ses processus de tarification et de surveillance du crédit pour les prêts commerciaux. Les spécialistes des prêts hypothécaires de la Compagnie sont responsables du montage des prêts hypothécaires résidentiels et ils suivent des normes de tarification bien établies. Les prêts sont bien diversifiés dans chaque région géographique, et les exigences de diversification propres aux prêts hypothécaires non assurés sont satisfaites.

Portefeuille de prêts hypothécaires

Prêts hypothécaires par type de bien	31 mars 2014			31 décembre 2013		
	Assurés	Non assurés	Total		Total	
Résidences unifamiliales	896 \$	889 \$	1 785 \$	9 %	1 758 \$	9 %
Résidences multifamiliales	2 774	2 284	5 058	25	4 812	25
Biens commerciaux	202	12 837	13 039	66	12 493	66
Total	3 872 \$	16 010 \$	19 882 \$	100 %	19 063 \$	100 %

Le total du portefeuille de prêts hypothécaires s'établissait à 19,9 G\$, soit 14 % de l'actif investi au 31 mars 2014, comparativement à 19,1 G\$, ou 14 % de l'actif investi, au 31 décembre 2013. Le total des prêts assurés s'élevait à 3,9 G\$, soit 19 % du portefeuille de prêts hypothécaires.

Prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales

Région	31 mars 2014		31 décembre 2013	
Ontario	850 \$	48 %	826 \$	47 %
Québec	391	22	392	22
Alberta	125	7	123	7
Colombie-Britannique	109	6	109	6
Terre-Neuve	95	5	93	5
Saskatchewan	65	4	63	4
Nouvelle-Écosse	63	4	63	4
Manitoba	44	2	45	3
Nouveau-Brunswick	40	2	41	2
Autres	3	—	3	—
Total	1 785 \$	100 %	1 758 \$	100 %

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, les octrois de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales, y compris les renouvellements, se sont chiffrés à 114 M\$ et ceux-ci sont assurés dans une proportion de 32 %. Les prêts hypothécaires assurés comprennent les prêts hypothécaires pour lesquels l'assurance est fournie par un tiers, laquelle protège la Compagnie dans l'éventualité où l'emprunteur est incapable de s'acquitter de ses obligations à l'égard du prêt. Les prêts qui sont assurés sont soumis aux exigences imposées par le fournisseur d'assurance prêt hypothécaire. Pour l'octroi de nouveaux prêts hypothécaires non assurés, les politiques d'investissement de la Compagnie limitent la période d'amortissement à 25 ans et la valeur du prêt à 80 % du prix d'achat ou de la valeur d'expertise actuelle de la propriété. La période d'amortissement moyenne restante du portefeuille de prêts hypothécaires sur des résidences unifamiliales était de 22 ans au 31 mars 2014.

Provision pour pertes sur créances futures

À titre d'élément des passifs relatifs aux contrats d'assurance, le total de la provision pour pertes sur créances futures est déterminé conformément aux normes de pratique actuarielle canadiennes et comprend des provisions pour couvrir les écarts défavorables.

Au 31 mars 2014, le total de la provision pour pertes sur créances futures comprise dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance se chiffrait à 2 920 M\$, comparativement à 2 795 M\$ au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 125 M\$ découlant essentiellement de l'incidence de la fluctuation des devises ainsi que des activités normales.

Les provisions pour perte de valeur de 26 M\$ (38 M\$ au 31 décembre 2013) et les provisions de 2 920 M\$ (2 795 M\$ au 31 décembre 2013) pour pertes sur créances futures liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance représentaient ensemble 2,4 % des obligations et des actifs hypothécaires, y compris les fonds détenus par des assureurs cédants au 31 mars 2014 (2,4 % au 31 décembre 2013).

PASSIF

Total du passif

	31 mars 2014	31 décembre 2013
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	138 526 \$	132 063 \$
Autres passifs du fonds général	13 680	13 064
Placements et contrats d'assurance pour le compte des polices de fonds distincts	169 690	160 779
Total	321 896 \$	305 906 \$

Le total du passif a augmenté de 16,0 G\$ par rapport au 31 décembre 2013, passant ainsi à 321,9 G\$ au 31 mars 2014.

Les contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts ont augmenté de 8,9 G\$ en raison essentiellement de l'incidence de l'augmentation de la valeur de marché et des produits de placement de 3,9 G\$, et de l'incidence des fluctuations des devises de 4,0 G\$ et des dépôts nets de 1,4 G\$. Les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ont augmenté de 6,5 G\$, en raison surtout de l'incidence des fluctuations des devises, des ajustements à la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt et de la croissance des affaires.

Garanties liées aux placements à l'égard des produits de gestion du patrimoine

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées aux valeurs de marché des fonds de placement.

Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 31 mars 2014, les produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne représentaient 2 793 M\$ (2 674 M\$ au 31 décembre 2013). La Compagnie a un programme de couverture en place visant à gérer certains risques liés aux options intégrées à ses produits assortis d'une garantie de retrait minimum.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

	Valeur de marché	31 mars 2014			
		Insuffisance des placements par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	27 878 \$	– \$	22 \$	70 \$	70 \$
Exploitation américaine	9 245	–	–	43	43
Exploitation européenne					
Assurance et rentes	7 988	–	13	44	44
Réassurance**	1 168	305	–	24	329
	9 156	305	13	68	373
Total	46 279 \$	305 \$	35 \$	181 \$	486 \$

* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès). Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 31 mars 2014 pour chaque police.

** L'exposition de l'unité Réassurance est liée aux marchés canadien et américain.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 31 mars 2014. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à environ 2 M\$ pour le trimestre, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Exploitation européenne et réassurance.

MISE À JOUR DES NORMES DE PRATIQUE ACTUARIELLE

En décembre 2013, le Conseil des normes actuarielles du Canada a publié un exposé-sondage indiquant son intention de réviser les Normes de pratique concernant les hypothèses de réinvestissement économique utilisées pour évaluer les provisions mathématiques. La période de commentaires est terminée et, selon l'interprétation actuelle de la Compagnie, ces modifications seront publiées en mai 2014 et leur date de prise d'effet sera le 15 octobre 2014. En vertu de la plus récente version des nouvelles normes et dans la conjoncture économique actuelle, la Compagnie ne s'attend pas à ce que l'incidence sur le bénéfice net ou le capital soit significative. Les nouvelles normes auront une incidence sur la sensibilité du bénéfice net aux fluctuations des taux d'intérêt, et cette incidence pourrait être positive ou négative selon le contexte économique.

En avril 2014, l'Institut canadien des actuaires a publié des lignes directrices sur les critères d'étalonnage des fonds à revenu fixe pour l'évaluation des garanties de fonds distincts. Les hypothèses actuellement utilisées pour évaluer les fonds distincts respectaient déjà ces critères d'étalonnage dans tous leurs aspects significatifs.

Capital social et surplus

Au 31 mars 2014, le capital social en circulation se chiffrait à 9 429 M\$, dont 7 115 M\$ d'actions ordinaires, 2 064 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et 250 M\$ d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif et à taux rajusté tous les cinq ans.

La Compagnie a initié le 9 décembre 2013 une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui se clôturera le 8 décembre 2014 et qui vise à racheter aux fins d'annulation jusqu'à 6 000 000 de ses actions ordinaires aux cours du marché pour atténuer l'effet dilutif des options sur actions émises en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, la Compagnie a racheté et annulé 425 878 actions ordinaires (néant en 2013) au coût moyen par action de 31,30 \$ en vertu de son programme de rachat dans le cours normal des activités.

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

Les participations ne donnant pas le contrôle de la Compagnie incluent le surplus attribuable au compte de participation de filiales et les participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, la Compagnie a modifié certains régimes de rémunération fondée sur des actions liés à Putnam. Par conséquent, ces régimes sont maintenant classés à titre de transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres, et la charge de rémunération est donc mesurée en fonction de la juste valeur des placements en instruments de capitaux propres à la date d'attribution et une augmentation correspondante des capitaux propres est enregistrée. Au cours du trimestre, la Compagnie a reclassé dans les capitaux propres le passif fondé sur des actions (un montant de 217 M\$ au titre des participations ne donnant pas le contrôle et un montant de 26 M\$ au titre du surplus d'apport).

LIQUIDITÉS ET GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL**LIQUIDITÉS**

La Compagnie finance elle-même une grande partie de ses besoins en liquidités en appariant ses obligations à court terme aux fonds générés à l'interne et en conservant une quantité adéquate de placements liquides. La Compagnie détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie directement par l'intermédiaire de Lifeco (la société de portefeuille) et des filiales consolidées de Lifeco. Au 31 mars 2014, la Compagnie et ses filiales en exploitation détenaient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 9,1 G\$ (6,4 G\$ au 31 décembre 2013) et des obligations d'État disponibles de 27,7 G\$ (28,3 G\$ au 31 décembre 2013). Au 31 mars 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprenaient environ 0,5 G\$ (0,6 G\$ au 31 décembre 2013) par l'intermédiaire de Lifeco, la société de portefeuille. De plus, la Compagnie dispose de marges de crédit suffisantes obtenues auprès de banques à charte canadiennes qui peuvent être utilisées, au besoin, pour répondre à des besoins imprévus en matière de liquidités.

La Compagnie n'a aucune politique officielle en matière de dividendes sur les actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires en circulation de la Compagnie sont déclarés et versés à la discrétion exclusive du conseil d'administration de celle-ci. La décision de déclarer un dividende sur les actions ordinaires de la Compagnie tient compte de plusieurs facteurs, y compris le bénéfice, la suffisance du capital et la disponibilité des liquidités. La capacité de la Compagnie, à titre de société de portefeuille, à verser des dividendes dépend de la capacité de ses filiales en exploitation à lui verser des dividendes. Les filiales en exploitation de la Compagnie sont assujetties à la réglementation en vigueur dans un certain nombre de territoires, chacun ayant sa propre façon de calculer le montant de capital qui doit être détenu relativement aux différentes activités menées par ces filiales en exploitation. Les exigences imposées par les autorités de réglementation dans un territoire donné peuvent varier de temps à autre et, par conséquent, avoir une incidence sur la capacité des filiales en exploitation de verser des dividendes à la Compagnie.

FLUX DE TRÉSORERIE

Flux de trésorerie

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation	1 273 \$	565 \$
Financement	(410)	1 097
Investissement	(561)	(1 466)
	302	196
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	103	(7)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période	405	189
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 791	1 895
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 196 \$	2 084 \$

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation sur une base consolidée, notamment les primes reçues, les produits de placement nets et les honoraires, constituent la principale source de fonds pour la Compagnie. De façon générale, ces fonds servent principalement au paiement des prestations, des participations des titulaires de polices et des sinistres, ainsi que des charges d'exploitation et des commissions. Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont principalement investis pour couvrir les besoins en liquidités liés aux obligations futures. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement comprennent l'émission et le rachat d'instruments de capital ainsi que les dividendes et les versements d'intérêts connexes.

Au premier trimestre, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 405 M\$ par rapport au 31 décembre 2013. Au cours du premier trimestre de 2014, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont chiffrés à 1 273 M\$, une hausse de 708 M\$ par rapport au premier trimestre de 2013. Les flux de trésorerie affectés au financement se sont chiffrés à 410 M\$ et ont servi principalement au paiement de dividendes de 336 M\$ aux détenteurs d'actions ordinaires et privilégiées et à la réduction de 66 M\$ du solde de la marge de crédit d'une filiale. Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, la Compagnie a affecté des flux de trésorerie de 561 M\$ à l'acquisition d'actifs d'investissement additionnels.

ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONTRACTUELS

Les engagements et obligations contractuels n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2013.

GESTION ET SUFFISANCE DU CAPITAL

Concernant la société de portefeuille, la Compagnie surveille le montant du capital consolidé disponible et les montants attribués dans ses diverses filiales en exploitation. Le montant du capital attribué dans une société ou dans un pays en particulier dépend des exigences réglementaires locales ainsi que de l'évaluation interne des exigences en capital de la Compagnie dans le contexte de ses risques d'exploitation, de ses exigences d'exploitation et de ses plans stratégiques.

La Compagnie a pour politique de maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités. D'autres établissements et filiales à l'étranger doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents.

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières (le BSIF) a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales. Il s'agit du ratio du montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (le MPRCE). La fourchette cible interne de la Compagnie au chapitre du ratio du MPRCE pour les principales filiales d'exploitation canadiennes de Lifeco se situe entre 175 % et 215 %, sur une base consolidée.

Le ratio du MPRCE de la Great-West au 31 mars 2014 s'établissait à 230 % (223 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE de la London Life au 31 mars 2014 s'établissait à 253 % (238 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE de la Canada-Vie au 31 mars 2014 s'établissait à 234 % (231 % au 31 décembre 2013). Le ratio du MPRCE ne tient pas compte de l'incidence des liquidités de 0,5 G\$ détenues par Lifeco, la société de portefeuille.

Au 1^{er} janvier 2013, l'incidence totale de l'adoption d'IAS 19R, *Avantages du personnel*, sur les capitaux propres de Lifeco, sur une base consolidée, s'est chiffrée à 575 M\$ aux fins comptables. Aux fins de l'information à fournir sur le MPRCE, la Great-West a choisi d'appliquer progressivement, sur huit trimestres, une tranche de 454 M\$. Après la transition à IAS 19R, le 1^{er} janvier 2013, aux termes de la ligne directrice du BSIF sur le MPRCE pour 2013, les nouvelles évaluations trimestrielles des régimes à prestations définies qui ont une incidence sur le capital disponible pour les filiales de la Compagnie qui sont sous réglementation fédérale seront amorties sur douze trimestres.

En raison de la nature évolutive des IFRS et des modifications proposées aux IFRS portant sur l'évaluation des passifs relatifs aux contrats d'assurance, il pourrait y avoir de nouvelles modifications aux exigences en matière de capital réglementaire et aux normes comptables, dont certaines pourraient être importantes.

Aux fins du calcul de la situation du MPRCE, on soustrait du capital réglementaire disponible le goodwill et les immobilisations incorporelles, sous réserve de l'inclusion obligatoire d'une tranche des immobilisations incorporelles.

Les décisions de capitalisation de la Compagnie et de ses filiales en exploitation tiennent compte de l'incidence que pourraient avoir les mesures prises sur les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie.

La Compagnie est un utilisateur et un fournisseur de produits de réassurance, y compris la réassurance traditionnelle, laquelle sert principalement à réduire les risques garantis pris en charge, et la réassurance financière, en vertu de laquelle le montant du risque garanti transféré au réassureur ou aux réassurés peut être plus limité.

La Compagnie a établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter tous les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le plan de capital est conçu pour assurer le maintien d'un capital adéquat par la Compagnie, en tenant compte de la stratégie et des plans d'affaires de celle-ci. Le conseil d'administration examine et approuve le plan de capital annuel ainsi que toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction conformément au plan.

Initiatives réglementaires du BSIF en matière de capital

Le BSIF a commencé à travailler sur un certain nombre d'initiatives qui auront, ou pourraient avoir, une incidence sur le calcul et la présentation du MPRCE de la Compagnie ou de certaines de ses filiales.

Ces initiatives sont présentées dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie du BSIF pour 2013 et sont classées selon trois grandes catégories, en ce qui concerne les montants du capital réglementaire : l'examen de la méthode utilisée pour déterminer les exigences en matière de capital relativement aux garanties de fonds distincts, l'examen des critères d'admissibilité et des composantes du capital disponible, ainsi que le nouveau modèle servant à calculer les exigences en matière de capital relatives aux risques de crédit, aux risques de marché, aux risques d'assurance et aux risques d'exploitation. En outre, le BSIF tiendra compte des avantages de la diversification et des crédits de couverture dans son nouveau cadre.

La Compagnie évalue actuellement les propositions du BSIF présentées aux intervenants du secteur et participe à des discussions continues avec le BSIF, l'Institut canadien des actuaires, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres participants du secteur. De plus, la Compagnie participe activement aux études d'impact quantitatives du BSIF dans le cadre de la réglementation des compagnies d'assurance-vie. À l'heure actuelle, la Compagnie n'est pas en mesure de déterminer l'issue de ces initiatives.

MÉTHODE DE RÉPARTITION DU CAPITAL

La Compagnie applique une méthode de répartition du capital aux termes de laquelle les coûts de financement sont ventilés au prorata du capital réparti. En ce qui concerne l'exploitation canadienne et l'exploitation européenne (essentiellement la Great-West), cette méthode de répartition est orientée sur les exigences réglementaires en matière de capital, alors que, pour les activités de services financiers exercées aux États-Unis et de gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam), la méthode est orientée sur la valeur comptable des unités d'exploitation présentée dans les états financiers. Le total du capital soumis à un effet de levier est réparti de façon uniforme entre les unités d'exploitation au prorata du total du capital, ce qui fait en sorte que le ratio d'endettement de chaque unité d'exploitation reflète celui de la société consolidée.

Cette méthode de répartition du capital permet à la Compagnie de calculer des rendements des capitaux propres comparables pour chaque unité d'exploitation. Par conséquent, ces rendements des capitaux propres se fondent sur le capital qui a été alloué aux unités d'exploitation et sur les charges financières associées à ce capital.

Rendement des capitaux propres

	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Exploitation canadienne	22,7 %	23,9 %	22,8 %
Services financiers aux États-Unis ⁽¹⁾	17,6 %	17,8 %	20,2 %
Gestion d'actifs aux États-Unis (Putnam)	(5,3) %	(3,7) %	(2,5) %
Exploitation européenne	14,8 %	14,9 %	18,9 %
Exploitation générale de Lifeco ⁽²⁾	(19,4) %	(12,6) %	(9,3) %
Total du bénéfice d'exploitation de Lifeco⁽²⁾	14,5 %	15,0 %	16,8 %
Total du bénéfice net de Lifeco	16,0 %	16,6 %	15,7 %

(1) Comprend l'exploitation générale américaine.

(2) La Compagnie utilise le bénéfice d'exploitation, une mesure financière non définie par les IFRS qui exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges décrites à la note 33 des états financiers consolidés de la Compagnie au 31 décembre 2013.

Le rendement des capitaux propres correspond au bénéfice net divisé par les capitaux propres moyens attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires pour les quatre derniers trimestres. La Compagnie a présenté un rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires fondé sur le bénéfice net de 16,0 %, comparativement à 16,6 % au 31 décembre 2013, ce qui tient compte de l'incidence de certaines provisions et reprises liées à des litiges. Au 31 mars 2014, le rendement des capitaux propres de la Compagnie relativement au bénéfice d'exploitation était de 14,5 %, ce qui tient compte des charges de restructuration et d'acquisition de 98 M\$ liées à Irish Life qui ont été engagées au cours des douze derniers mois. Compte non tenu de ces charges, le rendement des capitaux propres est de 15,2 %, ce qui cadre avec l'objectif à long terme de la Compagnie.

NOTATIONS DE CRÉDIT

Lifeco et ses principales filiales en exploitation affichent d'excellentes notations de crédit, lesquelles sont attribuées par les cinq agences de notation et présentées dans le tableau suivant. Les sociétés en exploitation ci-dessous ont reçu une notation groupée de la part de chaque agence de notation. Cette approche de notation groupée est essentiellement justifiée par la position enviable de la Compagnie sur le marché de l'assurance au Canada et sa situation concurrentielle aux États-Unis et en Europe. La Great-West, la London Life et la Canada-Vie ont en commun leur direction, leur gouvernance et leurs stratégies, ainsi qu'une plateforme d'affaires intégrée. Toutes ces sociétés en exploitation profitent d'un solide soutien financier implicite de Lifeco et sont détenues par cette dernière. Les notations de crédit de la Compagnie n'ont subi aucune modification au cours du premier trimestre de 2014.

Agence de notation	Mesure	Lifeco	Great-West	London Life	Canada-Vie	Great-West Financial
A.M. Best Company	Santé financière		A+	A+	A+	A+
DBRS Limited	Capacité de paiement des sinistres Créances de premier rang Créances de second rang	AA (faible)	IC-1	IC-1	IC-1 AA (faible)	non coté
Fitch Ratings	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang	A	AA	AA	AA	AA
Moody's Investors Service	Santé financière de l'assureur		Aa3	Aa3	Aa3	Aa3
Standard & Poor's Ratings Services	Santé financière de l'assureur Créances de premier rang Créances de second rang	A+	AA	AA	AA AA-	AA

Irish Life n'est pas incluse dans la notation groupée de la Compagnie et a sa propre notation de crédit. Le 21 février 2014, Standard & Poor's Ratings Services a amélioré la notation d'Irish Life Assurance Plc (ILA) à titre de contrepartie en la faisant passer de BBB+ à A-. Standard & Poor's Ratings Services et Fitch Ratings ont accordé la notation BBB aux billets perpétuels de 200 M€ d'ILA pris en charge à l'acquisition.

GESTION DU RISQUE ET PRATIQUES RELATIVES AU CONTRÔLE

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aucune modification importante n'a été apportée aux politiques et aux procédures de la Compagnie relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés au cours du premier trimestre de 2014. Les transactions sur dérivés de la Compagnie sont habituellement régies par les conventions-cadres de l'International Swaps and Derivatives Association, Inc. (l'ISDA), qui prévoient un droit juridiquement exécutoire de compensation et de compensation avec déchéance du terme de l'exposition à des contreparties précises dans l'éventualité de l'annulation d'une transaction, ce qui comprend, mais sans s'y limiter, des cas de défaillance et de faillite. En cas de résiliation anticipée, la Compagnie peut compenser les débiteurs d'une contrepartie au moyen des créanciers de la même contrepartie, dans la même entité légale, qui découlent de toutes les transactions incluses. En ce qui concerne la Compagnie, les conventions-cadres de l'ISDA pourraient comprendre des dispositions provenant des annexes sur le soutien du crédit, lesquelles exigent d'offrir et d'accepter des garanties à l'égard des transactions sur dérivés. Le total des garanties financières, incluant la marge initiale et le surdimensionnement, reçues relativement aux actifs dérivés s'élevait à 21 M\$ (19 M\$ au 31 décembre 2013) et un montant de 233 M\$ a été donné en garantie à l'égard des passifs dérivés (222 M\$ au 31 décembre 2013).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, le montant nominal en cours des contrats dérivés a augmenté de 6,1 G\$ pour se chiffrer à 27,7 G\$, principalement en raison d'une augmentation de 5,2 G\$ liée à certaines opérations sur valeurs qui n'ont pas encore été annoncées et dont le règlement reste à venir ainsi qu'à la fluctuation des devises.

L'exposition de la Compagnie au risque de crédit lié à la contrepartie des instruments dérivés, qui reflète la juste valeur actuelle des instruments qui affichent des profits, a diminué pour s'établir à 547 M\$ au 31 mars 2014, comparativement à 593 M\$ au 31 décembre 2013. La valeur de marché des swaps de devises entre le dollar américain et le dollar canadien utilisés aux fins de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif a diminué en raison du raffermissement du dollar américain par rapport au dollar canadien. Cette diminution a été contrebalancée en partie par la hausse de la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt qui reçoivent des taux fixes et paient des taux variables en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Le 16 octobre 2013, la Compagnie a acheté des options de vente de titres de capitaux propres de six mois sur le S&P 500 d'un montant nominal de 6,8 G\$, pour une contrepartie de 41 M\$, à titre de macro-couverture du capital contre un recul important des marchés boursiers causé par l'incertitude politique à l'égard du pouvoir d'emprunt du gouvernement des États-Unis. Les options ont expiré sans avoir été exercées le 17 avril 2014.

MÉTHODES COMPTABLES

En raison de la nature évolutive des IFRS, certaines modifications de ces normes ont eu une incidence sur la Compagnie en 2014 et certaines modifications pourraient avoir une incidence sur la Compagnie dans les périodes à venir. La Compagnie surveille activement les modifications futures aux IFRS proposées par l'International Accounting Standards Board (l'IASB) dans le but d'évaluer si ces modifications sont susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats ou les activités de la Compagnie.

La Compagnie a adopté les directives énoncées dans les normes suivantes en date du 1^{er} janvier 2014 : IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

Le tableau suivant présente les IFRS qui pourraient être modifiées après 2014 et qui pourraient avoir une incidence sur la Compagnie :

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>	<p>L'IASB a publié un exposé-sondage révisé pour IFRS 4, <i>Contrats d'assurance</i>, qui propose des modifications à la norme comptable portant sur les contrats d'assurance en juin 2013. La norme proposée diffère de manière importante des pratiques comptables et actuarielles actuellement utilisées par la Compagnie en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB) et devrait produire des résultats financiers plus volatils.</p> <p>Les pratiques comptables actuelles établissent un lien étroit entre l'évaluation comptable des passifs relatifs aux contrats d'assurance et les actifs précis utilisés pour soutenir ces passifs, ce qui réduit les non-concordances comptables lorsque les passifs et les actifs sont appariés adéquatement d'un point de vue économique. L'exposé-sondage de l'IASB propose de nombreux changements, notamment celui voulant que la plupart des passifs relatifs aux contrats d'assurance soient évalués en fonction des taux en vigueur, pris séparément des taux des actifs sous-jacents. L'IASB a sollicité de la rétroaction sur cinq points clés : l'ouverture de la marge de service contractuelle, les contrats avec participation, les produits des contrats d'assurance, les autres éléments du résultat global et la transition.</p> <p>En mars 2014, après avoir passé en revue la rétroaction liée à l'exposé-sondage, l'IASB a discuté de deux de ces cinq points et a décidé que la présentation de l'incidence des variations des taux d'actualisation dans les autres éléments du résultat global serait autorisée, mais non obligatoire. Il a également été décidé que la marge de service contractuelle serait ouverte pour les modifications de l'ajustement au titre du risque qui sont liées à des couvertures et d'autres services à venir. L'IASB continue de délibérer sur les trois autres points clés et examine de nombreuses questions soulevées par les répondants qui ne font pas partie des points clés.</p> <p>La Compagnie continue de surveiller activement les développements à cet égard. Tant qu'une nouvelle IFRS visant l'évaluation des contrats d'assurance ne sera pas publiée et entrée en vigueur, la Compagnie continuera d'évaluer les passifs relatifs aux polices d'assurance selon les politiques comptables et actuarielles actuelles, y compris selon la MCAB.</p>

Nouvelle norme ou norme révisée	Sommaire des modifications à venir
IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>	<p>L'IASB a publié IFRS 9, <i>Instruments financiers</i>, en 2010 afin de remplacer IAS 39, <i>Instruments financiers</i>. L'IASB compte apporter de nouvelles modifications à la comptabilisation des instruments financiers et elle a donc divisé en trois phases son projet de modification d'IFRS 9 : classement et évaluation (le projet à soumettre au vote pour remplacer la norme de 2010 devrait être prêt au milieu de 2014), dépréciation (l'IFRS définitive devrait entrer en vigueur au premier semestre de 2014) et comptabilité de couverture (la norme définitive a été publiée en novembre 2013). Les directives sur la comptabilisation de la macro-couverture devraient être publiées dans une norme distincte d'IFRS 9.</p> <p>Une décision provisoire a été rendue quant à la date d'entrée en vigueur d'IFRS 9, laquelle a été établie au 1^{er} janvier 2018. L'incidence d'IFRS 9 sur la Compagnie sera évaluée de façon approfondie lorsque la norme définitive sera publiée.</p> <p>La Compagnie continue toutefois de suivre activement l'évolution de cette norme en considérant les changements apportés à IFRS 4.</p>
IAS 17, <i>Contrats de location</i>	<p>En mai 2013, l'IASB a publié un exposé-sondage révisé qui propose l'utilisation du modèle reposant sur le droit d'utilisation, qui remplacerait les modèles comptables de contrat de location simple et de contrat de location-financement qui existent actuellement. L'exposé-sondage révisé comprend des directives pour déterminer quels contrats sont des contrats de location, et il présente des approches distinctes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des charges et des flux de trésorerie découlant de contrats de location en fonction du montant de l'avantage économique de l'actif loué qui sera utilisé par le preneur.</p> <p>L'IASB poursuit ses délibérations au sujet des propositions contenues dans l'exposé-sondage sur les contrats de location publié en mai 2013. L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée de façon approfondie une fois que la version finale de la norme sur les contrats de location sera publiée.</p>
IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i>	<p>L'IASB a publié un deuxième exposé-sondage en novembre 2011, qui propose la création d'une norme unique portant sur la comptabilisation des produits afin d'uniformiser la présentation de l'information financière sur les produits provenant de contrats clients et les coûts connexes. Une société serait ainsi tenue de comptabiliser, lors de la prestation de services ou de la vente de biens à un client, un produit correspondant à la contrepartie que la société s'attend à recevoir du client.</p> <p>L'incidence de l'adoption des modifications proposées sera évaluée une fois que la version finale de la norme sur la comptabilisation des produits sera publiée, ce qui est prévu pour 2014.</p>

RÉSULTATS D'EXPLOITATION SECTORIELS

Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco, y compris les chiffres correspondants, sont présentés selon les IFRS, après la répartition du capital. Les résultats d'exploitation consolidés de Lifeco correspondent au bénéfice net de la Great-West et de ses filiales en exploitation, c'est-à-dire la London Life, la Canada-Vie, Great-West Financial et Putnam, auquel s'ajoutent les résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Aux fins de la présentation de l'information, les résultats d'exploitation consolidés sont regroupés en quatre secteurs à présenter, soit l'exploitation canadienne, l'exploitation américaine, l'exploitation européenne et l'exploitation générale de Lifeco, lesquels reflètent les emplacements géographiques ainsi que la structure de gestion et la structure interne des sociétés.

EXPLOITATION CANADIENNE

Le secteur de l'exploitation canadienne de Lifeco tient compte des résultats d'exploitation de l'exploitation canadienne de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ce secteur regroupe trois unités d'exploitation principales. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance individuelle, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-invalidité et d'assurance contre les maladies graves aux clients de l'Individuelle. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Gestion du patrimoine, la Compagnie offre des produits de capitalisation et de rentes immédiates aux clients de la Collective et de l'Individuelle au Canada. Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Assurance collective, la Compagnie offre des produits d'assurance-vie, d'assurance-maladie, d'assurance contre les maladies graves, d'assurance-invalidité et d'assurance créances à l'intention des clients de la Collective au Canada.

Principales données financières consolidées – Exploitation canadienne

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts	7 028 \$	5 366 \$	5 565 \$
Souscriptions	3 202	2 852	3 012
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	344	330	309
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	294	270	265
Total de l'actif⁽²⁾	135 197 \$	129 983 \$	125 544 \$
Actif net des fonds communs de placement exclusifs	4 382	4 114	3 767
Total de l'actif géré	139 579	134 097	129 311
Autres actifs administrés	13 812	14 607	13 600
Total de l'actif administré	153 391 \$	148 704 \$	142 911 \$

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

(2) Les chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.

FAITS NOUVEAUX EN 2014

- Les primes et dépôts pour le trimestre clos le 31 mars 2014 se sont chiffrés à 7 028 M\$, contre 5 565 M\$ pour la période correspondante de 2013. Cette hausse s'explique principalement par la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts au cours du premier trimestre de 2014.
- Les souscriptions pour le trimestre clos le 31 mars 2014 se sont chiffrées à 3 202 M\$, comparativement à 3 012 M\$ au premier trimestre de 2013. Cette augmentation reflète la vigueur des souscriptions de produits d'assurance individuelle et de gestion du patrimoine qui a été légèrement contrebalancée par la baisse des souscriptions d'assurance créances collective au cours du premier trimestre de 2014.
- Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 344 M\$, en hausse de 35 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2014 s'est chiffré à 294 M\$, contre 265 M\$ pour le premier trimestre de 2013, ce qui reflète l'excellente croissance des activités de base au sein de chaque unité d'exploitation.
- L'unité Assurance individuelle continue de revoir les tarifs de ses produits et d'ajuster les prix en fonction de la conjoncture économique dans toutes les gammes de produits. Des réductions aux tarifs des produits d'assurance-vie universelle à coût nivelé, des produits d'assurance-vie Temporaire 10 et de certains produits de protection du vivant ont été annoncées au cours du trimestre.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION CANADIENNE

ASSURANCE INDIVIDUELLE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts	1 077 \$	1 112 \$	1 001 \$
Souscriptions	122	144	107
Bénéfice net	69	73	56

Primes et dépôts

Au cours du premier trimestre de 2014, les primes des produits d'assurance individuelle ont augmenté de 76 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 1 077 M\$. Les primes des produits d'assurance-vie individuelle ont augmenté de 76 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 994 M\$ au cours du trimestre, essentiellement en raison de l'augmentation de 10 % des primes d'assurance-vie avec participation. Les primes liées aux produits de protection du vivant se sont chiffrées à 83 M\$ pour le trimestre, un montant comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Au premier trimestre de 2014, les primes des produits d'assurance individuelle ont diminué de 35 M\$ par rapport au trimestre précédent essentiellement en raison d'une baisse de 6 % des primes d'assurance-vie avec participation.

Souscriptions

Pour le premier trimestre de 2014, les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont crû de 15 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 122 M\$. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont crû de 19 M\$ pour s'établir à 114 M\$, en raison d'augmentations de 23 % et de 38 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation et des souscriptions de produits d'assurance-vie universelle, respectivement. Les souscriptions de produits de protection du vivant se sont chiffrées à 8 M\$, soit une baisse de 4 M\$ par rapport au montant enregistré au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont diminué de 22 M\$ au premier trimestre de 2014, par rapport au trimestre précédent. Les souscriptions de produits d'assurance-vie individuelle ont diminué de 19 M\$, essentiellement en raison d'une diminution de 16 % des souscriptions de produits d'assurance-vie avec participation. Les souscriptions de produits de protection du vivant ont diminué de 3 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2014 a augmenté de 13 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, pour se chiffrer à 69 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à la réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires en raison de la hausse des prix, ainsi qu'à l'augmentation des rendements projetés sur les actifs couvrant les nouvelles affaires et aux résultats favorables au chapitre des placements, facteurs partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre du comportement des titulaires de polices et par la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2014 a diminué de 4 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette diminution tient essentiellement à la baisse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance, partiellement compensée par les résultats favorables au chapitre des placements.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation s'est chiffré à 22 M\$ au premier trimestre de 2014, comparativement à un bénéfice net de 15 M\$ au premier trimestre de 2013. Cette hausse est principalement attribuable à la réduction des pressions exercées par les nouvelles affaires.

Le bénéfice net attribuable au compte de participation a augmenté de 166 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2013. Le bénéfice net pour le quatrième trimestre de 2013 comprend la modification de la provision liée à des litiges ayant trait au compte de participation. Compte non tenu de cette incidence, le bénéfice net a diminué de 60 M\$, essentiellement en raison de la baisse de l'apport lié aux modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.

GESTION DU PATRIMOINE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts	4 051 \$	2 368 \$	2 689 \$
Souscriptions	2 933	2 592	2 617
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	294	281	258
Bénéfice net	105	93	90

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Primes et dépôts

Les primes et dépôts de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 1 362 M\$ au premier trimestre de 2014 pour atteindre 4 051 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la conversion de certains actifs d'un régime de retraite en un produit de fonds distincts. Les primes et dépôts liés aux produits de fonds distincts aux particuliers et aux produits de fonds communs de placement ont également contribué à la hausse au cours du premier trimestre de 2014.

Au premier trimestre de 2014, les primes et dépôts de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 1 683 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse est attribuable aux mêmes facteurs que ceux présentés ci-dessus pour la comparaison d'un exercice à l'autre.

Souscriptions

Les souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine ont augmenté de 316 M\$ au premier trimestre de 2014 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 2 933 M\$. Ce résultat tient à la hausse des souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs et de régimes de capitalisation collectifs.

Les souscriptions de l'unité Gestion du patrimoine pour le premier trimestre de 2014 ont augmenté de 341 M\$ par rapport au trimestre précédent. Ce résultat tient à la hausse des souscriptions de fonds de placement de détail exclusifs et de régimes de capitalisation collectifs.

Les dépôts nets pour le premier trimestre de 2014 se sont chiffrés à 1 312 M\$, comparativement à 542 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent, et à 274 M\$ au trimestre précédent. La croissance des dépôts nets est attribuable aux mêmes facteurs que ceux expliquant la croissance des primes.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2014 ont augmenté de 36 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, pour atteindre 294 M\$. Cette augmentation tient à la croissance de l'actif géré qui est attribuable aux profits réalisés sur le marché et des flux de trésorerie nets positifs, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des marges liées aux honoraires.

Au premier trimestre de 2014, les honoraires et autres produits ont crû de 13 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison de la hausse de l'actif géré moyen quotidien, partiellement contrebalancée par la baisse des marges liées aux honoraires.

Bénéfice net

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2014 a augmenté de 15 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 105 M\$. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des honoraires et la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance, facteurs partiellement contrebalancés par les résultats moins favorables au chapitre des placements qui reflètent les modifications apportées aux flux de trésorerie liés aux activités d'investissement relatives à certaines sociétés partenaires.

Le bénéfice net pour le premier trimestre de 2014 a augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des honoraires, à la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux contrats d'assurance ainsi qu'aux résultats plus favorables au chapitre de la mortalité, facteurs contrebalancés en partie par les résultats moins favorables au chapitre des placements.

ASSURANCE COLLECTIVE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts	1 900 \$	1 886 \$	1 875 \$
Souscriptions	147	116	288
Honoraires et autres produits	38	35	37
Bénéfice net	109	97	95

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le premier trimestre de 2014 ont augmenté de 25 M\$, pour s'établir à 1 900 M\$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison d'une augmentation des primes et dépôts sur le marché des petites et des moyennes affaires.

Au premier trimestre de 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 14 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement d'une augmentation des primes et dépôts sur le marché des petites et moyennes affaires.

Souscriptions

Les souscriptions pour le premier trimestre de 2014 ont diminué de 141 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 147 M\$. Cette diminution tient essentiellement à la baisse des souscriptions des produits d'assurance créances découlant principalement du fait qu'une importante souscription d'un montant de 30 M\$ avait été enregistrée en 2014, comparativement à une importante souscription de 156 M\$ en 2013. Les souscriptions des produits d'assurance créances et des ventes directes peuvent varier grandement d'un trimestre à l'autre.

Au premier trimestre de 2014, les souscriptions ont augmenté de 31 M\$ par rapport au trimestre précédent en raison essentiellement de la hausse des souscriptions sur le marché des produits d'assurance créances et des ventes directes.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits sont essentiellement tirés des contrats SAS, en vertu desquels la Compagnie fournit des services administratifs relativement aux prestations d'assurance collective, au prix coûtant majoré.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les honoraires et autres produits, qui se sont chiffrés à 38 M\$, sont comparables à ceux enregistrés au trimestre correspondant de 2013 et au trimestre précédent.

Bénéfice net

Pour le premier trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 14 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 109 M\$, essentiellement en raison de la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et des résultats plus favorables au chapitre des placements. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité et de la morbidité.

Le bénéfice net a augmenté de 12 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la hausse de l'apport des modifications des bases actuarielles liées aux passifs relatifs aux contrats d'assurance et des résultats plus favorables au chapitre de la morbidité et des placements. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par les résultats moins favorables au chapitre de la mortalité.

EXPLOITATION GÉNÉRALE CANADIENNE

Les résultats de l'exploitation générale canadienne tiennent compte d'éléments non liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation canadienne.

L'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 11 M\$ pour le trimestre, comparativement à un bénéfice net de 24 M\$ pour le premier trimestre de 2013. Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement aux coûts liés à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et elle a déterminé que la plupart des provisions n'étaient plus requises, ce qui a eu une incidence positive de 23 M\$ sur le bénéfice net au premier trimestre de 2013. Compte non tenu de l'incidence de cette reprise en 2013, le bénéfice net a augmenté de 10 M\$ en 2014, essentiellement en raison de la hausse des produits liés aux surplus d'actifs.

L'exploitation générale canadienne a affiché un bénéfice net de 11 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, contre 7 M\$ pour le trimestre précédent. Cette hausse de 4 M\$ est principalement attribuable à la hausse des produits liés aux surplus d'actifs et à la baisse des charges d'exploitation, facteurs contrebalancés en partie par une augmentation des réserves au titre des positions fiscales incertaines.

EXPLOITATION AMÉRICAINE

Les résultats d'exploitation de l'exploitation américaine de Lifeco comprennent ceux de Great-West Financial, de Putnam, des activités d'assurance des divisions américaines de la Great-West et de la Canada-Vie, ainsi qu'une partie des résultats de l'exploitation générale de Lifeco.

Par l'intermédiaire de son unité d'exploitation Services financiers, la Compagnie offre un éventail de produits de sécurité financière, notamment des régimes de retraite à cotisations définies offerts par l'employeur et des services de gestion et de tenue de dossiers, de gestion de fonds et de placement et de consultation. Elle offre également des produits individuels, notamment des comptes de retraite et des produits d'assurance-vie et de rentes et des produits destinés aux marchés des avantages offerts aux dirigeants. L'unité Gestion d'actifs de la Compagnie offre des services de gestion de placements, des services de distribution, des services administratifs ainsi que des services connexes par l'intermédiaire d'un vaste éventail de produits de placement.

Le 20 mars 2014, la Compagnie a annoncé la nomination de Robert L. Reynolds à titre de président et chef de la direction de Great-West Lifeco U.S. Inc., la société mère de Great-West Financial et de Putnam. M. Reynolds exercera également la fonction de président et chef de la direction de Great-West Financial après le départ à la retraite de Mitchell Graye en mai 2014, et il demeurera président et chef de la direction de Putnam.

Great-West Financial et Putnam, deux chefs de file de longue date au sein de l'industrie, demeureront deux entités distinctes, mais travailleront en étroite collaboration pour tirer parti de leurs forces respectives. Sous la supervision de M. Reynolds, les affaires de retraite de Putnam seront combinées à celles de Great-West Financial, ce qui permettra de devenir l'un des principaux fournisseurs de services de retraite complets aux États-Unis pour les entreprises de petite, de moyenne et de grande taille détenant un régime 401(k), pour les organismes gouvernementaux détenant un régime 457 et pour les organismes sans but lucratif détenant un régime 403(b). Les affaires de retraite combinées seront conservées au sein de Great-West Financial.

Principales données financières consolidées – Exploitation américaine

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts	11 780 \$	10 423 \$	8 867 \$
Souscriptions	13 159	14 263	9 950
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	419	395	337
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	41	56	71
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires (en dollars américains)	37	53	70
Total de l'actif	68 362 \$	64 558 \$	62 462 \$
Actif net des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels ⁽¹⁾	177 063	164 515	142 071
Total de l'actif géré	245 425	229 073	204 533
Autres actifs administrés	207 348	192 490	160 774
Total de l'actif administré	452 773 \$	421 563 \$	365 307 \$

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION AMÉRICAINE

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS du présent rapport.

SERVICES FINANCIERS

FAITS NOUVEAUX EN 2014

- Le 3 avril 2014, la Compagnie a annoncé que Great-West Financial avait conclu une entente visant l'acquisition de J.P. Morgan Retirement Plan Services, entreprise de services de tenue de dossiers du marché des groupes de grande taille. Une fois l'acquisition terminée, Great-West Financial occupera le deuxième rang au chapitre des fournisseurs de services de retraite, en fonction du nombre de participants, sur le marché américain des régimes à cotisations définies, ayant presque 6,8 millions de participants et 387 G\$ US en actif lié aux services de tenue de dossiers. Il est prévu que la transaction soit conclue au cours du troisième trimestre de 2014, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation aux États-Unis. Cette transaction n'aura pas d'incidence significative immédiate sur les résultats financiers, mais elle permettra de renforcer la position concurrentielle de Great-West Financial.

- Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les souscriptions se sont chiffrées à 2,9 G\$ US, en hausse de 16 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce aux résultats positifs des Services de retraite et des Marchés de l'Individuelle. Les Services de retraite ont enregistré une hausse des actifs transférés par des participants de régimes existants et dans le cadre de fusions de régimes, ainsi qu'une hausse des souscriptions découlant du produit de rentes collectives des marchés institutionnels. Les ventes des Marchés de l'Individuelle reflètent les hausses sur le marché des avantages offerts aux dirigeants, ainsi que sur le marché des comptes de retraite individuels.
- Les primes et dépôts pour le trimestre clos le 31 mars 2014 se sont chiffrés à 1,6 G\$ US, en hausse de 16 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison essentiellement de la hausse des souscriptions des Services de retraite sur les marchés institutionnels et de la hausse des souscriptions d'avantages offerts aux dirigeants sur les Marchés de l'Individuelle.
- Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 169 M\$ US pour le trimestre clos le 31 mars 2014, soit une hausse de 23 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.
- Au premier trimestre de 2014, le bénéfice net s'est chiffré à 85 M\$ US, en hausse de 1 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts	1 808 \$	1 755 \$	1 434 \$
Souscriptions	3 187	5 595	2 517
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	185	173	146
Bénéfice net	94	81	85
Primes et dépôts (en dollars américains)	1 644 \$	1 673 \$	1 420 \$
Souscriptions (en dollars américains)	2 897	5 329	2 492
Honoraires et autres produits (en dollars américains) ⁽¹⁾	169	165	146
Bénéfice net (en dollars américains)	85	77	84

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Primes et dépôts

Pour le premier trimestre de 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 224 M\$ US, pour se chiffrer à 1 644 M\$ US, par rapport au premier trimestre de 2013 en raison d'une hausse de 117 M\$ US pour les Services de retraite et d'une hausse de 107 M\$ US dans les Marchés de l'Individuelle. La hausse au sein des Services de retraite est principalement liée à la hausse de 124 M\$ US des souscriptions institutionnelles. La hausse pour les Marchés de l'Individuelle tient surtout à la hausse de 71 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages offerts aux dirigeants et à la hausse de 23 M\$ US des souscriptions dans le marché de l'assurance-vie des banques de détail.

Par rapport au trimestre précédent, les primes et dépôts ont affiché une légère baisse de 29 M\$ US, soit moins de 2 %.

Souscriptions

Au premier trimestre de 2014, les souscriptions ont augmenté de 405 M\$ US par rapport au premier trimestre de 2013 pour se chiffrer à 2 897 M\$ US, en raison d'une hausse de 257 M\$ US au sein des Services de retraite et d'une hausse de 148 M\$ US sur les Marchés de l'Individuelle. La hausse des souscriptions au sein des Services de retraite tient essentiellement à la hausse de 124 M\$ US des souscriptions institutionnelles et à la hausse des souscriptions de régimes 401(k) et du marché du secteur public et des organismes sans but lucratif, laquelle tient essentiellement à la hausse des actifs transférés par des participants de régimes existants et dans le cadre de fusions de régimes. L'augmentation sur les Marchés de l'Individuelle tient principalement à la hausse de 71 M\$ US des souscriptions sur le marché des avantages offerts aux dirigeants, qui s'explique surtout par le succès continu sur le marché des banques à rayonnement local, à la hausse de 46 M\$ US sur le marché des comptes de retraite individuels et à la hausse de 23 M\$ US sur le marché de l'assurance-vie des banques de détail.

Au premier trimestre de 2014, les souscriptions ont diminué de 2 432 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse de 2 399 M\$ US pour les Services de retraite et d'une baisse de 33 M\$ US pour les Marchés de l'Individuelle. La baisse pour les Services de retraite tient essentiellement à une importante souscription de régime de 1 636 M\$ US sur le marché du secteur public et des organismes sans but lucratif et à deux importantes souscriptions de régimes 401(k) de 839 M\$ US au quatrième trimestre de 2013, lesquelles ne se sont pas répétées au premier trimestre de 2014.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits pour le premier trimestre de 2014 ont augmenté de 23 M\$ US pour se chiffrer à 169 M\$ US, par rapport au premier trimestre de 2013, principalement en raison de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Pour le premier trimestre de 2014, les honoraires et autres produits ont augmenté de 4 M\$ US par rapport au trimestre précédent, essentiellement en raison de la hausse des frais administratifs et de la hausse de l'actif moyen découlant de l'amélioration des marchés boursiers, en moyenne, et des flux de trésorerie positifs.

Bénéfice net

Au premier trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 1 M\$ US par rapport au premier trimestre de 2013, pour atteindre 85 M\$ US, en raison essentiellement des bénéfices liés à la croissance des activités, y compris la hausse des honoraires, facteur partiellement contrebalancé par la hausse des charges.

Au premier trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 8 M\$ US par rapport au quatrième trimestre de 2013, en raison essentiellement de la hausse de 14 M\$ US des profits au chapitre de la mortalité, facteur partiellement contrebalancé par la baisse de 5 M\$ US des résultats au chapitre des placements.

GESTION D'ACTIFS**FAITS NOUVEAUX EN 2014**

- L'actif géré de clôture de Putnam s'est chiffré à 153 G\$ US au 31 mars 2014, en hausse de 19 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison des marchés financiers, qui étaient favorables, et du rendement des placements.
- Les souscriptions brutes de Putnam pour le trimestre clos le 31 mars 2014 ont augmenté de 1,7 G\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison de la vigueur des souscriptions de fonds communs de placement au cours du trimestre considéré, souscriptions qui étaient à leur niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2003.
- Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 212 M\$ US, en hausse de 23 M\$ US par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Quatre des fonds communs de placement de Putnam ont reçu des prix Lipper en 2014, qui récompensent le fait que ces fonds procurent de façon constante sur des périodes de trois ans et plus un rendement ajusté en fonction du risque qui est solide par rapport à celui de leurs concurrents.

- Kasina, un cabinet de recherche et de services-conseils en matière de services financiers de bonne réputation, a accordé à Putnam le premier rang en ce qui a trait aux sites Web des promoteurs de régimes de retraite à cotisations définies.
- Putnam continue de maintenir un solide rendement sur placement ajusté en fonction du risque par rapport à ses concurrents. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, environ 78 % des actifs des fonds de Putnam se situaient au-dessus de la médiane des fonds classés par Lipper. Cette proportion s'établissait à 89 % et à 85 % sur une période de un an et de cinq ans, respectivement. De plus, environ 74 % et 65 % des actifs des fonds de Putnam se situaient dans le quartile supérieur des fonds classés par Lipper sur une période de un an et de cinq ans, respectivement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts	9 972 \$	8 668 \$	7 433 \$
Honoraires et autres produits			
Frais de gestion de placements	175	165	140
Honoraires liés au rendement	3	5	1
Frais administratifs	43	40	36
Commissions et frais de placement	13	12	14
Honoraires et autres produits	234	222	191
Perte nette	(53)	(25)	(14)
Primes et dépôts (en dollars américains)	9 065 \$	8 255 \$	7 359 \$
Honoraires et autres produits (en dollars américains)			
Frais de gestion de placements (en dollars américains)	158	157	139
Honoraires liés au rendement (en dollars américains)	3	5	1
Frais administratifs (en dollars américains)	39	38	36
Commissions et frais de placement (en dollars américains)	12	11	13
Honoraires et autres produits (en dollars américains)	212	211	189
Perte nette (en dollars américains)	(48)	(24)	(14)

Primes et dépôts

Les primes et dépôts se sont élevés à 9,1 G\$ US au premier trimestre de 2014, une augmentation de 1,7 G\$ US par rapport à la période correspondante de 2013 en raison de la hausse de 2,7 G\$ US de l'ensemble des souscriptions de fonds communs de placement, partiellement contrebalancée par la baisse des souscriptions institutionnelles de 960 M\$ US.

Les primes et dépôts ont augmenté de 810 M\$ US par rapport au trimestre précédent, en raison d'une hausse de 696 M\$ US des souscriptions de fonds communs de placement et d'une hausse de 114 M\$ US des souscriptions institutionnelles.

Honoraires et autres produits

Les produits sont essentiellement tirés des frais de gestion de placements, des honoraires liés au rendement, des frais de gestion liés aux services d'agent des transferts et aux autres services, ainsi que des commissions et frais de placement. Habituellement, les honoraires gagnés sont fondés sur l'actif géré et peuvent dépendre des marchés des capitaux, du rendement relatif des produits d'investissement de Putnam, du nombre de comptes individuels et des souscriptions.

Les honoraires et autres produits de 212 M\$ US ont augmenté de 23 M\$ US pour le premier trimestre de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013, principalement en raison d'une augmentation des frais de gestion de placements découlant de la hausse de l'actif géré moyen.

Les honoraires et autres produits étaient comparables à ceux du trimestre précédent. Une hausse des frais de gestion de placements et des autres honoraires basés sur l'actif et les souscriptions, laquelle découle de la hausse de l'actif géré moyen et de l'augmentation des souscriptions, a été contrebalancée en partie par une diminution des honoraires liés au rendement en raison du caractère saisonnier de la réception de ces honoraires.

Bénéfice net

La perte nette s'est établie à 48 M\$ US pour le premier trimestre de 2014, comparativement à 14 M\$ US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat du premier trimestre de 2014 tient compte de l'incidence de la charge de rémunération fondée sur des actions de 21 M\$ US (2 M\$ US au premier trimestre de 2013), d'une modification des taux d'imposition de certains États américains de 5 M\$ US et des charges indirectes non récurrentes de 4 M\$ US pour les fonds Putnam. Compte non tenu de ces éléments, la perte nette du premier trimestre de 2014 a augmenté de 6 M\$ US, en raison de la hausse des coûts de la rémunération imputable au maintien du rendement élevé des placements, ainsi que de la hausse des frais basés sur l'actif et les souscriptions et d'autres éléments d'exploitation.

Compte tenu d'un ajustement apporté pour refléter l'incidence de la modification des taux d'imposition par certains États américains et des charges indirectes pour les fonds Putnam au premier trimestre de 2014, la perte nette de Putnam a augmenté de 15 M\$ US par rapport à celle enregistrée au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique par une hausse de la charge de rémunération liée à l'incidence saisonnière des cotisations sociales, une augmentation des charges liées au volume et une baisse des produits de placement nets. Les produits de placement au quatrième trimestre de 2013 comprenaient des profits non récurrents de 3 M\$ US sur le remboursement de capitaux de lancement, lesquels ne se sont pas reproduits en 2014.

ACTIF GÉRÉ

Actif géré

(en millions de dollars américains)

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Actif au début	149 556 \$	140 773 \$	128 329 \$
Souscriptions – fonds communs de placement	6 376	5 680	3 710
Rachats – fonds communs de placement	(3 929)	(3 926)	(3 358)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – fonds communs de placement	2 447	1 754	352
Souscriptions – marchés institutionnels de Putnam	2 689	2 575	3 649
Rachats – marchés institutionnels de Putnam	(4 046)	(4 015)	(4 315)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – marchés institutionnels de Putnam	(1 357)	(1 440)	(666)
Entrées (sorties) d'actifs nettes – total	1 090	314	(314)
Incidence du rendement du marché	2 786	8 469	6 699
Actif à la fin	153 432 \$	149 556 \$	134 714 \$
<u>Actif géré moyen</u>			
Fonds communs de placement	78 406	73 784	64 996
Actifs institutionnels	72 034	71 786	68 170
Total de l'actif géré moyen	150 440 \$	145 570 \$	133 166 \$

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, l'actif géré moyen s'est établi à 150,4 G\$ US. L'actif géré moyen a augmenté de 17,3 G\$ US par rapport au trimestre clos le 31 mars 2013, essentiellement en raison de l'incidence cumulative du rendement positif du marché et des placements sur l'actif géré ainsi que des entrées d'actifs nettes. Pour le premier trimestre de 2014, les entrées d'actifs nettes se sont chiffrées à 1,1 G\$ US comparativement à des sorties nettes de 0,3 G\$ US au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les entrées nettes découlent des entrées d'actifs nettes trimestrielles des fonds communs de placement de 2,4 G\$ US, qui étaient à leur niveau le plus élevé depuis le premier trimestre de 2001.

L'actif géré moyen a augmenté de 4,9 G\$ US par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de l'incidence du rendement positif du marché et des entrées d'actifs nettes.

EXPLOITATION GÉNÉRALE AMÉRICAINE

Les résultats de l'exploitation générale américaine tiennent compte d'éléments qui ne sont pas liés directement ou imputés aux unités de l'exploitation américaine.

Le bénéfice net de l'exploitation générale américaine a été de néant pour la période considérée et pour la période comparative.

EXPLOITATION EUROPÉENNE

L'exploitation européenne comprend deux unités d'exploitation distinctes : l'unité Assurance et rentes, par l'entremise de laquelle la Compagnie offre des produits d'assurance et de gestion du patrimoine, y compris des produits de rentes immédiates par l'intermédiaire de filiales de la Canada-Vie au Royaume-Uni, à l'île de Man et en Allemagne, ainsi que par l'entremise d'Irish Life, en Irlande; ainsi que l'unité Réassurance, qui exerce ses activités principalement aux États-Unis, à la Barbade et en Irlande. Les produits de réassurance sont offerts par la Canada-Vie, la London Life et ses filiales.

CONVERSION DES DEVICES

L'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période.

L'incidence de la conversion des devises constitue une mesure financière non définie par les IFRS visant à éliminer l'incidence des fluctuations des taux de change sur les résultats conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent rapport.

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts ⁽¹⁾	5 089 \$	6 767 \$	2 559 \$
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	296	276	152
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	259	202	192
Total de l'actif^{(1) (2)}	139 301 \$	131 364 \$	73 948 \$
Actifs nets des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	18 476	16 614	–
Total de l'actif géré	157 777	147 978	73 948
Autres actifs administrés	41 953	40 042	113
Total de l'actif administré	199 730 \$	188 020 \$	74 061 \$

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

(2) Certains chiffres correspondants ont été retraités pour tenir compte de l'incidence rétrospective d'IFRS 10, *États financiers consolidés*.

FAITS NOUVEAUX EN 2014

L'acquisition d'Irish Life au troisième trimestre de 2013 a donné lieu à une importante croissance au sein de l'exploitation européenne. L'apport d'Irish Life à l'exploitation européenne au premier trimestre de 2014 se présente comme suit :

Principales données financières consolidées – Exploitation européenne

	Pour le trimestre clos le 31 mars 2014		
	Irish Life	Autres qu'Irish Life	Total
Primes et dépôts	2 858 \$	2 231 \$	5 089 \$
Honoraires et autres produits	120	176	296
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	47	212	259
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires, à l'exclusion des coûts de restructuration	52	212	264
Total de l'actif	50 788 \$	88 513 \$	139 301 \$
Actifs nets des fonds communs de placement exclusifs et des comptes institutionnels	18 476	–	18 476
Total de l'actif géré	69 264	88 513	157 777
Autres actifs administrés	41 782	171	41 953
Total de l'actif administré	111 046 \$	88 684 \$	199 730 \$

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

- Le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2014 s'est chiffré à 259 M\$, soit une augmentation de 67 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Irish Life a fourni un apport de 52 M\$ au bénéfice net, à l'exclusion des coûts de restructuration de 5 M\$ au cours du trimestre.
- Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les primes et dépôts ont crû de 2,5 G\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013 pour se chiffrer à 5,1 G\$, en raison essentiellement de l'apport de 2,9 G\$ d'Irish Life.
- Les souscriptions de produits d'assurance et de rentes se sont chiffrées à 3,5 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2014, soit une hausse de 2,5 G\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, qui tient essentiellement aux souscriptions de 2,6 G\$ d'Irish Life.
- Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, les honoraires et autres produits ont été de 296 M\$, une hausse de 144 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013, qui tient essentiellement à l'apport d'Irish Life.
- Au premier trimestre de 2014, la Compagnie a réalisé des synergies annualisées au chapitre des coûts de 8,7 M€ qui se sont traduites par une réduction de 1,3 M€ des charges d'exploitation au cours de la période. Depuis l'acquisition d'Irish Life, des synergies annualisées au chapitre des coûts de 23,3 M€ ont été réalisées, lesquelles se sont traduites par une réduction de 4,9 M€ des charges d'exploitation d'Irish Life au premier trimestre de 2014.
- Au Royaume-Uni, l'unité Assurance collective de la Canada-Vie a été nommée « Best Group Risk Provider » de l'année à l'édition 2014 des prix Corporate Adviser. En outre, l'unité Assurance collective de la Canada-Vie s'est classée au premier rang global sur le marché de l'assurance collective au Royaume-Uni en 2013, en fonction des trois mesures clés, soit les primes reçues, les régimes offerts et les vies couvertes.
- Irish Life a remporté le prix *Overall Best Life Company Award* pour 2013 à l'édition 2014 des prix annuels Irish Brokers Association, pour la quatrième année d'affilée. Irish Life a également remporté les prix *Best Protection Product*, *Best Single Premium Investment Product* et *Best Pension Product*. Lors de l'édition 2014 des prix Digital Media Awards, l'exploitation générale d'Irish Life a remporté le prix *Best Innovation in Financial Services*.
- Irish Life s'est classée au premier rang dans la catégorie « Protection, Savings, Retail Pensions and Retail Personal Retirement Savings Account » en 2013.

- Au Royaume-Uni, le budget établi par le gouvernement pour 2014 permettra une plus grande souplesse en matière d'accès à l'épargne à la retraite dans le cadre d'un régime de retraite à cotisations définies. Les principaux changements devraient entrer en vigueur à compter d'avril 2015, après consultation, et auront une incidence sur les futures souscriptions de produits de rentes au Royaume-Uni. L'apport du marché des rentes du Royaume-Uni au bénéfice de la Compagnie provient des nouvelles souscriptions et des affaires existantes en vigueur, et comprend l'amélioration du rendement sur les affaires en vigueur. L'apport des affaires en vigueur au bénéfice de la Compagnie est plus important que celui provenant des nouvelles souscriptions et les affaires liées aux rentes en vigueur au Royaume-Uni ne subissent pas l'influence des changements apportés au budget du Royaume-Uni. Moody's Investors Services prévoit que le volume des rentes souscrites au Royaume-Uni pourrait afficher un recul de 50 % à 75 %, faisant ainsi ressortir des occasions pour les assureurs de mettre au point une gamme élargie d'autres produits.
- Le 31 mars 2014, la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni a annoncé des plans relatifs à l'examen, cet été, d'un échantillon représentatif de comptes fermés de compagnies d'assurance dans le but de déterminer si les clients sont traités de façon équitable. L'objectif de l'organisme de réglementation consiste à déterminer s'il existe des questions préoccupantes à l'égard desquelles des mesures doivent être prises. Toutefois, aucune conclusion n'a encore été tirée, puisque le travail relatif à cette initiative n'a pas encore commencé.

UNITÉS D'EXPLOITATION – EXPLOITATION EUROPÉENNE

ASSURANCE ET RENTES

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts	4 112 \$	5 229 \$	1 260 \$
Souscriptions	3 506	4 773	961
Honoraires et autres produits	286	266	141
Bénéfice net	200	166	130

Primes et dépôts

Pour le premier trimestre de 2014, les primes et dépôts ont augmenté de 2,9 G\$ par rapport à la période correspondante de 2013 pour atteindre 4,1 G\$. L'augmentation tient à l'apport de 2,9 G\$ d'Irish Life et aux fluctuations des devises, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des souscriptions de produits d'épargne à prime unique au Royaume-Uni.

Les primes et dépôts ont diminué de 1,1 G\$ par rapport au trimestre précédent, en raison de la baisse des souscriptions en matière de gestion de fonds en Irlande, qui peuvent être très variables d'un trimestre à l'autre, contrebalancée en partie par les fluctuations des devises.

Souscriptions

Les souscriptions ont augmenté de 2,5 G\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013 pour atteindre 3,5 G\$, en raison essentiellement de l'apport d'Irish Life et des fluctuations des devises.

Les souscriptions ont diminué de 1,3 G\$ par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction de 1,1 G\$ des souscriptions en Irlande, qui s'explique par les fluctuations normales des souscriptions en matière de gestion de fonds, en partie contrebalancées par les fluctuations des devises.

Honoraires et autres produits

Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 286 M\$, une hausse de 145 M\$ par rapport à la période correspondante de 2013, essentiellement attribuable à l'apport d'Irish Life.

Les honoraires et autres produits ont augmenté de 20 M\$ par rapport au trimestre précédent, en raison essentiellement de la hausse des honoraires en Irlande et de l'incidence des fluctuations des devises.

Bénéfice net

Au premier trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 70 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour s'élever à 200 M\$. Au cours du trimestre, Irish Life a fourni un apport de 52 M\$ au bénéfice net, à l'exclusion des coûts de restructuration. Compte non tenu de l'apport d'Irish Life, le bénéfice net a augmenté de 18 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse tient essentiellement à l'incidence favorable des fluctuations des devises et aux résultats plus favorables au chapitre de la mortalité en ce qui concerne les activités d'assurance collective et de rentes immédiates au Royaume-Uni. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par des résultats moins favorables au chapitre des placements.

Pour le premier trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 34 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2013. L'augmentation tient aux résultats plus favorables au chapitre des placements, à la réduction des charges et aux fluctuations des devises, facteurs en partie contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre de la morbidité au Royaume-Uni.

RÉASSURANCE

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Primes et dépôts ⁽¹⁾	977 \$	1 538 \$	1 299 \$
Honoraires et autres produits ⁽¹⁾	10	10	11
Bénéfice net	63	63	55

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

Primes et dépôts

Les primes et dépôts pour le premier trimestre de 2014 ont diminué de 322 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 977 M\$, essentiellement en raison de la commutation d'un traité de réassurance-maladie, en partie contrebalancée par les fluctuations des devises.

Les primes et dépôts ont diminué de 561 M\$ par rapport au trimestre précédent, principalement en raison de la hausse des volumes d'affaires au quatrième trimestre de 2013.

Honoraires et autres produits

Les activités de réassurance génèrent des honoraires principalement par l'intermédiaire des produits d'assurance-vie, dont les honoraires sont tributaires du volume de la couverture offerte.

Les honoraires et autres produits se sont chiffrés à 10 M\$ au premier trimestre de 2014, soit un montant comparable à celui enregistré au trimestre correspondant de 2013 et au trimestre précédent.

Bénéfice net

Au premier trimestre de 2014, le bénéfice net a augmenté de 8 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2013, pour se chiffrer à 63 M\$. Le bénéfice net favorable enregistré au chapitre des produits d'assurance-vie traditionnelle ainsi que les taux de déchéance et les résultats plus favorables au chapitre de la mortalité à l'égard des rentes ont été partiellement contrebalancés par des résultats moins favorables au chapitre des placements et par l'incidence des modifications de bases actuarielles. Les fluctuations des devises ont également eu une incidence favorable sur les résultats.

Au premier trimestre de 2014, le bénéfice net est demeuré comparable à celui enregistré au trimestre précédent. Le bénéfice net du premier trimestre de 2014 reflète une baisse des coûts liés aux modifications des bases actuarielles et les fluctuations positives des devises par rapport à 2013. Toutefois, la reprise de certaines provisions pour impôt sur le résultat au quatrième trimestre de 2013 ne s'est pas répétée.

EXPLOITATION GÉNÉRALE EUROPÉENNE

Les résultats de l'exploitation générale européenne tiennent compte des charges financières, de l'incidence de certains éléments non récurrents ainsi que des résultats liés aux activités internationales existantes.

Au premier trimestre de 2014, l'exploitation générale européenne a enregistré une perte nette de 4 M\$ imputable aux coûts de restructuration d'Irish Life de 5 M\$. À l'exclusion de ces coûts, le bénéfice net pour le trimestre s'est chiffré à 1 M\$, contre 7 M\$ au premier trimestre de 2013. Au cours du premier trimestre de 2013, la Compagnie a effectué une revue des passifs éventuels restants relativement au coût lié à l'acquisition de la Corporation Financière Canada-Vie en 2003 et a déterminé que, pour la plupart, les provisions n'étaient plus nécessaires, ce qui a eu une incidence positive de 11 M\$ sur le bénéfice net en 2013 qui ne s'est pas reproduite en 2014. Au premier trimestre de 2013, le bénéfice net comprenait également des coûts de 4 M\$ liés à l'acquisition d'Irish Life.

Le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2014 a augmenté de 23 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2013. L'augmentation du bénéfice net tient essentiellement à une baisse des coûts de restructuration et des autres coûts liés à Irish Life, lesquels se sont chiffrés à 23 M\$ au quatrième trimestre de 2013 et à 5 M\$ au premier trimestre de 2014.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE L'EXPLOITATION GÉNÉRALE DE LIFECO

Le secteur de l'exploitation générale de Lifeco comprend les résultats d'exploitation associés aux activités de Lifeco qui ne se rapportent pas aux principales unités d'exploitation de la Compagnie.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, l'exploitation générale de Lifeco a présenté une perte nette de 7 M\$, comparativement à une perte nette de 11 M\$ au premier trimestre de 2013 en raison essentiellement de la hausse des produits de placement.

La perte nette de l'exploitation générale de Lifeco pour le trimestre clos le 31 mars 2014 se chiffre à 7 M\$, contre un bénéfice net de 189 M\$ au trimestre précédent. Le bénéfice net enregistré au quatrième trimestre de 2013 comprenait une reprise liée à un litige, qui a fait croître le bénéfice net de 226 M\$. À l'exclusion de l'incidence de la reprise liée à un litige, la perte nette a diminué de 30 M\$, en raison essentiellement de la baisse des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché à l'égard d'une macro-couverture du capital de 21 M\$.

AUTRES RENSEIGNEMENTS

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels (en millions de dollars, sauf les montants par action)	2013								
	2014	2013					2012		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	
Total des produits⁽¹⁾	9 937 \$	8 056 \$	7 206 \$	3 628 \$	7 556 \$	7 305 \$	8 756 \$	7 918 \$	
Détenteurs d'actions ordinaires									
Bénéfice net									
Total	587	717	523	521	517	351	518	488	
De base – par action	0,587	0,717	0,527	0,548	0,544	0,370	0,546	0,512	
Dilué – par action	0,587	0,716	0,522	0,547	0,544	0,369	0,542	0,509	
Bénéfice d'exploitation⁽²⁾									
Total	587	491	523	521	517	491	518	488	
De base – par action	0,587	0,491	0,527	0,548	0,544	0,517	0,546	0,512	
Dilué – par action	0,587	0,490	0,522	0,547	0,544	0,514	0,542	0,509	

(1) La Compagnie a reclassé les chiffres correspondants pour tenir compte des ajustements liés à la présentation adoptés en 2013.

(2) Le bénéfice d'exploitation, une mesure financière non définie par les IFRS, exclut l'incidence de certaines provisions liées à des litiges. Se reporter à la rubrique Mise en garde à l'égard des mesures financières non définies par les IFRS, dans le présent document.

Le bénéfice net consolidé attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires de Lifeco s'est établi à 587 M\$ pour le premier trimestre de 2014, comparativement à 517 M\$ il y a un an, ce qui représente 0,587 \$ par action ordinaire (0,587 \$ après dilution) pour le premier trimestre de 2014, comparativement à 0,544 \$ par action ordinaire (0,544 \$ après dilution) il y a un an.

Le total des produits pour le premier trimestre de 2014 s'est établi à 9 937 M\$ et comprend des primes reçues de 5 267 M\$, des produits de placement nets réguliers de 1 489 M\$, une variation à la hausse de 2 122 M\$ des actifs de placement à la juste valeur par le biais du résultat net et des honoraires et autres produits de 1 059 M\$.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Compagnie sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information se rapportant à la Compagnie devant être présentée dans les rapports déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales est a) consignée, traitée, résumée et présentée dans les délais stipulés par les lois sur les valeurs mobilières provinciales et territoriales, et b) réunie et transmise aux membres de la haute direction de la Compagnie, notamment le président et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif et chef des services financiers, selon le cas, afin de leur permettre de prendre des décisions en temps opportun concernant la présentation de l'information.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie est conçu pour garantir de manière raisonnable que cette information est fiable et que les états financiers destinés à des parties externes sont dressés conformément aux IFRS. La direction de la Compagnie est responsable d'établir et de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière. Tous les systèmes de contrôle interne comportent des limites inhérentes et pourraient devenir inefficaces par suite de modifications de la situation. Par conséquent, même les systèmes qui sont jugés efficaces ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable à l'égard de la préparation et de la présentation des états financiers.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Compagnie n'a fait l'objet d'aucune modification ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir une incidence importante sur celui-ci.

LIMITES À L'ÉGARD DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Comme le permettent les lois sur les valeurs mobilières, pour le trimestre clos le 31 mars 2014, la direction de la Compagnie a limité l'étendue de ses contrôles et procédures de communication de l'information et de ses contrôles internes à l'égard de l'information financière pour en exclure les contrôles, politiques et procédures d'Irish Life, que la Compagnie a acquise le 18 juillet 2013.

Au premier trimestre de 2014, Irish Life a enregistré des produits de 491 M\$ et un bénéfice net de 52 M\$ (qui exclut des coûts de restructuration de 5 M\$ engagés par Irish Life). Au 31 mars 2014, le total des actifs d'Irish Life se chiffrait à 50,8 G\$, montant qui comprend des placements pour le compte des polices de fonds distincts de 40,7 G\$. Le total des passifs d'Irish Life se chiffre à 49,4 G\$, y compris un montant de 40,7 G\$ au titre des placements et des contrats d'assurance pour le compte des polices de fonds distincts.

CONVERSION DES DEVICES

Lifeco exerce ses activités dans plusieurs devises par l'intermédiaire de ses filiales en exploitation. Les quatre principales devises sont le dollar canadien, le dollar américain, la livre sterling et l'euro. Dans le présent rapport, l'actif et le passif libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur sur le marché à la fin de la période de présentation. Tous les éléments des produits et des charges sont convertis à un taux moyen pour la période. Voici les taux employés :

Conversion des devises					
Périodes closes les	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars
	2014	2013	2013	2013	2013
Dollar américain					
Bilan	1,11 \$	1,06 \$	1,03 \$	1,05 \$	1,02 \$
Produits et charges	1,10 \$	1,05 \$	1,04 \$	1,02 \$	1,01 \$
Livre sterling					
Bilan	1,84 \$	1,76 \$	1,66 \$	1,60 \$	1,54 \$
Produits et charges	1,83 \$	1,70 \$	1,61 \$	1,57 \$	1,56 \$
Euro					
Bilan	1,52 \$	1,47 \$	1,39 \$	1,37 \$	1,30 \$
Produits et charges	1,51 \$	1,43 \$	1,38 \$	1,34 \$	1,33 \$

DÉPÔTS DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT ET ÉQUIVALENT DES PRIMES SAS (CONTRATS SAS)

Les états financiers d'une compagnie d'assurance-vie ne comprennent pas l'actif, le passif, les dépôts et les retraits visant les fonds communs de placement ni les règlements de sinistres relatifs aux contrats collectifs de garanties de soins de santé SAS. Cependant, la Compagnie touche des honoraires et d'autres produits relativement à ces contrats. Les fonds communs de placement et les contrats SAS représentent un secteur important des activités générales de la Compagnie. Par conséquent, ils doivent être pris en compte lorsque les volumes, les tailles et les tendances sont comparés.

Des renseignements supplémentaires sur Lifeco, y compris ses plus récents états financiers consolidés, l'attestation du chef de la direction et du chef des services financiers ainsi que la notice annuelle, sont accessibles sur le site www.sedar.com.

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013 (note 2)
Produits			
Primes reçues			
Primes brutes souscrites	6 111 \$	6 739 \$	5 670 \$
Primes cédées	(844)	(889)	(739)
Total des primes, montant net	5 267	5 850	4 931
Produits de placement nets (note 4)			
Produits de placement nets réguliers	1 489	1 430	1 362
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	2 122	(225)	465
Total des produits de placement nets	3 611	1 205	1 827
Honoraires et autres produits	1 059	1 001	798
	9 937	8 056	7 556
Prestations et charges			
Prestations aux titulaires de polices			
Contrats d'assurance et d'investissement			
Montant brut	4 801	4 835	5 027
Montant cédé	(475)	(597)	(374)
Total des prestations aux titulaires de polices, montant net	4 326	4 238	4 653
Participations des titulaires de polices et bonifications	388	312	375
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	2 775	1 097	532
Total des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	7 489	5 647	5 560
Commissions	505	531	432
Charges d'exploitation et frais administratifs	933	929	696
Taxes sur les primes	85	83	74
Charges financières (note 9)	76	76	67
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	33	33	27
Coûts de restructuration et d'acquisition (note 10)	5	27	4
Bénéfice avant impôt	811	730	696
Impôt sur le résultat (note 16)	173	128	128
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	638	602	568
Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	22	(148)	18
Bénéfice net	616	750	550
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	29	33	33
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	587 \$	717 \$	517 \$
Bénéfice par action ordinaire (note 15)			
De base	0,587 \$	0,717 \$	0,544 \$
Dilué	0,587 \$	0,716 \$	0,544 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les		
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2013
Bénéfice net	616 \$	750 \$	550 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)			
Éléments qui pourraient être reclassés ultérieurement dans les comptes consolidés de résultat			
Profits (pertes) de change latents à la conversion des établissements à l'étranger	528	490	(27)
Perte de change latente sur les titres d'emprunt libellés en euros désignés comme couverture au titre de l'actif net des établissements à l'étranger	(25)	(40)	–
Profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente (Charge) économie d'impôt sur le résultat	95 (21)	(33) 6	32 (5)
(Profits) pertes réalisés sur les actifs disponibles à la vente Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(11) 3	(7) 2	(35) 5
Profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie (Charge) économie d'impôt sur le résultat	(59) 22	(37) 15	(64) 14
(Profits) pertes réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie Charge (économie) d'impôt sur le résultat	– –	1 (1)	– –
Participations ne donnant pas le contrôle (Charge) économie d'impôt sur le résultat	(28) 7	8 (2)	(8) 2
Total des éléments qui pourraient être reclassés	511	402	(86)
Éléments qui ne seront pas reclassés dans les comptes consolidés de résultat			
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (note 14) (Charge) économie d'impôt sur le résultat	(120) 29	214 (55)	98 (26)
Participations ne donnant pas le contrôle (Charge) économie d'impôt sur le résultat	9 (2)	(18) 4	(3) –
Total des éléments qui ne seront pas reclassés	(84)	145	69
Total des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	427	547	(17)
Bénéfice global	1 043 \$	1 297 \$	533 \$

BILANS CONSOLIDÉS (non audité)
(en millions de dollars canadiens)

	31 mars 2014	31 décembre 2013
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 196 \$	2 791 \$
Obligations (note 4)	95 368	89 914
Prêts hypothécaires (note 4)	19 882	19 063
Actions (note 4)	7 843	8 554
Immeubles de placement (note 4)	4 481	4 288
Avances consenties aux titulaires de polices	7 552	7 332
	138 322	131 942
Fonds détenus par des assureurs cédants	11 322	10 832
Goodwill	5 831	5 812
Immobilisations incorporelles	3 548	3 456
Instruments financiers dérivés	547	593
Biens immobiliers occupés par leur propriétaire	601	590
Immobilisations corporelles	213	211
Actifs au titre des cessions en réassurance (note 8)	5 444	5 070
Primes en voie de recouvrement, débiteurs et intérêts à recevoir	3 526	3 068
Autres actifs	2 398	2 220
Impôt exigible	193	165
Actifs d'impôt différé	1 225	1 167
Placements pour le compte des polices de fonds distincts (note 7)	169 690	160 779
	169 690	160 779
Total de l'actif	342 860 \$	325 905 \$
Passif		
Passifs relatifs aux contrats d'assurance (note 8)	137 675 \$	131 174 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement (note 8)	851	889
Débiteures et autres instruments d'emprunt	5 778	5 740
Fonds détenus en vertu de traités de réassurance	297	270
Instruments financiers dérivés	952	744
Créditeurs	1 788	1 583
Autres passifs	3 035	2 807
Actifs d'impôt différé	825	981
Passifs d'impôt différé	842	776
Débiteures de fiducies de capital	163	163
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts (note 7)	169 690	160 779
	169 690	160 779
Total du passif	321 896	305 906
Capitaux propres		
Participations ne donnant pas le contrôle		
Surplus attribuable au compte de participation de filiales	2 390	2 354
Participations ne donnant pas le contrôle dans les filiales	220	8
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
Capital social (note 11)		
Actions privilégiées	2 314	2 314
Actions ordinaires	7 115	7 112
Surplus cumulé	8 328	8 067
Cumul des autres éléments de bénéfice global	514	87
Surplus d'apport	83	57
	20 964	19 999
Total des capitaux propres	20 964	19 999
Total du passif et des capitaux propres	342 860 \$	325 905 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES *(non audité)*

(en millions de dollars canadiens)

31 mars 2014

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de l'exercice	9 426 \$	57 \$	8 067 \$	87 \$	2 362 \$	19 999 \$
Bénéfice net	—	—	616	—	22	638
Autres éléments de bénéfice global	—	—	—	427	14	441
	9 426	57	8 683	514	2 398	21 078
Frais d'émission d'actions	—	—	—	—	—	—
Dividendes aux actionnaires	—	—	—	—	—	—
Détenteurs d'actions privilégiées	—	—	(29)	—	—	(29)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 15)	—	—	(307)	—	—	(307)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 11)	6	—	—	—	—	6
Modification de régimes fondés sur des actions (note 2)	—	26	—	—	217	243
Règlement en titres de capitaux propres des régimes fondés sur des actions de Putnam	—	—	—	—	(14)	(14)
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(13)	—	—	—	—	(13)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	10	—	(10)	—	—	—
Perte de dilution sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	(9)	—	9	—
Solde à la fin de la période	9 429 \$	83 \$	8 328 \$	514 \$	2 610 \$	20 964 \$

31 décembre 2013

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de l'exercice	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$
Bénéfice net	—	—	2 408	—	(90)	2 318
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	1 019	(4)	1 015
	8 392	60	9 443	87	2 362	20 344
Dividendes aux actionnaires	—	—	—	—	—	—
Détenteurs d'actions privilégiées	—	—	(130)	—	—	(130)
Détenteurs d'actions ordinaires	—	—	(1 200)	—	—	(1 200)
Échange de reçus de souscription à l'acquisition d'Irish Life	1 220	—	—	—	—	1 220
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 11)	57	—	—	—	—	57
Actions achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(59)	—	—	—	—	(59)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	46	—	(46)	—	—	—
Rachat d'actions privilégiées	(230)	—	—	—	—	(230)
Paiements fondés sur des actions	—	(3)	—	—	—	(3)
Solde à la fin de l'exercice	9 426 \$	57 \$	8 067 \$	87 \$	2 362 \$	19 999 \$

31 mars 2013

	Capital social	Surplus d'apport	Surplus cumulé	Cumul des autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au début de l'exercice	8 392 \$	60 \$	7 035 \$	(932) \$	2 456 \$	17 011 \$
Bénéfice net	—	—	550	—	18	568
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	—	—	—	(17)	9	(8)
	8 392	60	7 585	(949)	2 483	17 571
Dividendes aux actionnaires	—	—	—	—	—	—
Détenteurs d'actions privilégiées	—	—	(33)	—	—	(33)
Détenteurs d'actions ordinaires (note 15)	—	—	(292)	—	—	(292)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	20	—	—	—	—	20
Paiements fondés sur des actions	—	2	—	—	—	2
Solde à la fin de la période	8 412 \$	62 \$	7 260 \$	(949) \$	2 483 \$	17 268 \$

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE *(non audité)*
(en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013 <small>(note 2)</small>
Activités d'exploitation		
Bénéfice avant impôt	811 \$	696 \$
Impôt sur le résultat payé, déduction faite des remboursements reçus	(286)	(85)
Ajustements :		
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	3 035	660
Variation des fonds détenus par des assureurs cédants	139	351
Variation des fonds détenus en vertu de traités de réassurance	(17)	(1)
Variation des coûts d'acquisition différés	9	10
Variation des actifs au titre des cessions en réassurance	(185)	(29)
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	(2 122)	(465)
Autres	(111)	(572)
	1 273	565
Activités de financement		
Émission d'actions ordinaires (note 11)	6	20
Émission de reçus de souscription	-	1 238
Actions ordinaires achetées et annulées (note 11)	(13)	-
Augmentation (diminution) de la marge de crédit d'une filiale	(66)	166
Diminution des débetures et autres instruments d'emprunt	(1)	(2)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	(307)	(292)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(29)	(33)
	(410)	1 097
Activités d'investissement		
Ventes et échéances d'obligations	9 067	8 530
Encaissements sur prêts hypothécaires	390	375
Ventes d'actions	1 309	493
Ventes d'immeubles de placement	58	17
Variation des avances consenties aux titulaires de polices	8	79
Placement dans des obligations	(10 079)	(10 022)
Placement dans des prêts hypothécaires	(867)	(401)
Placement dans des actions	(392)	(510)
Placement dans des immeubles de placement	(55)	(27)
	(561)	(1 466)
Incidence des fluctuations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	103	(7)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	405	189
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 791	1 895
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	3 196 \$	2 084 \$
Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Produits d'intérêts reçus	1 322 \$	1 083 \$
Intérêts versés	40 \$	37 \$
Dividendes reçus	78 \$	56 \$

NOTES ANNEXES RÉSUMÉES (*non audité*)
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

1. Renseignements généraux

Great-West Lifeco Inc. (Lifeco ou la Compagnie) est une société inscrite en Bourse (Bourse de Toronto : GWO), constituée en société par actions et domiciliée au Canada. L'adresse du siège social de la Compagnie est la suivante : 100 rue Osborne Nord, Winnipeg (Manitoba) Canada, R3C 1V3. Lifeco est membre du groupe de sociétés de la Corporation Financière Power (la Financière Power), et cette dernière est la société mère de la Compagnie.

Lifeco est une société de portefeuille spécialisée dans les services financiers ayant des participations dans l'assurance-vie, l'assurance-maladie, l'épargne-retraite, la gestion de placements et la réassurance, principalement au Canada, aux États-Unis, en Europe et en Asie, par l'entremise de ses principales filiales en exploitation, soit La Great-West, compagnie d'assurance-vie (la Great-West), la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la London Life), La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la Canada-Vie), Great-West Life & Annuity Insurance Company (Great-West Financial) et Putnam Investments, LLC (Putnam).

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les états financiers) de la Compagnie au 31 mars 2014 et pour le trimestre clos à cette date ont été approuvés par le conseil d'administration en date du 8 mai 2014.

2. Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les présents états financiers devraient être lus parallèlement aux états financiers consolidés annuels audités et aux notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2013. Certains chiffres correspondants au 31 mars 2013 présentés dans les états financiers ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation, comme il est décrit à la note 36 des états financiers consolidés annuels de la Compagnie au 31 décembre 2013. Ces ajustements liés à la présentation ont donné lieu à des hausses de 351 \$ et de 20 \$ des primes brutes souscrites et des honoraires et autres produits, respectivement, contrebalancées par des hausses de 26 \$ et de 345 \$ des charges d'exploitation et frais administratifs et des sommes versées ou créditées aux titulaires de polices, respectivement. Ces ajustements ont aussi donné lieu à une diminution de 1 949 \$ des placements dans des obligations présentés dans les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour la période close le 31 mars 2013. Ces ajustements n'ont pas eu d'incidence sur le bénéfice net ou les capitaux propres de la Compagnie.

Les états financiers de Lifeco au 31 mars 2014 ont été préparés conformément aux exigences de la Norme comptable internationale (IAS) 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (l'IASB), ainsi qu'aux mêmes méthodes comptables et de calcul que celles qui ont été suivies dans les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, sauf dans les cas décrits ci-dessous.

Au cours de la période close le 31 mars 2014, la Compagnie a modifié certains régimes de rémunération fondée sur des actions de Putnam. Par conséquent, ces régimes sont désormais classés comme des transactions dont le paiement fondé sur des actions est réglé en titres de capitaux propres. La charge de rémunération est donc évaluée en fonction de la juste valeur des placements en titres de capitaux propres à la date d'attribution, et les capitaux propres font l'objet d'une hausse correspondante. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, la Compagnie a reclassé dans les capitaux propres le passif lié à la rémunération fondée sur des actions.

En outre, la Compagnie a adopté les directives des normes suivantes avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2014 : IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* et IFRIC 21, *Droits ou taxes*. L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Compagnie.

2. *Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables (suite)*

Utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements importants

Aux fins de la préparation des présents états financiers, la direction doit porter des jugements importants, faire des estimations importantes et formuler des hypothèses importantes qui influent sur les montants présentés de l'actif, du passif, du bénéfice net et sur l'information fournie à leur sujet. Bien que ces jugements et estimations comportent un degré de variabilité inhérente, la direction est d'avis que les montants présentés sont raisonnables. Les éléments sur lesquels les estimations et les hypothèses de la direction ont eu une incidence importante sont décrits dans les méthodes comptables concernées, présentées dans les états financiers consolidés annuels audités et les notes annexes de la Compagnie au 31 décembre 2013.

Les résultats de la Compagnie tiennent compte des jugements formulés par la direction à l'égard de l'incidence de la situation actuelle des marchés du crédit, des actions sur le bilan ainsi que du change à l'échelle mondiale. L'estimation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement repose sur les notations de crédit des placements. La Compagnie a pour habitude d'utiliser les notations de crédit de tiers indépendants lorsqu'elles sont disponibles.

3. **Acquisitions**

a) **Irish Life Group Limited**

Le 18 juillet 2013, la Compagnie a conclu l'acquisition de la totalité des actions d'Irish Life Group Limited (Irish Life) par l'entremise de sa filiale en propriété exclusive, Canada Life Limited. La Compagnie a présenté la répartition du prix d'achat sur les montants des actifs acquis, du goodwill et des passifs repris dans les états financiers annuels consolidés audités au 31 décembre 2013.

La Compagnie terminera la comptabilisation de l'acquisition au cours du premier semestre de 2014. Certains éléments n'ont pas encore été portés au poste Passifs relatifs aux contrats d'assurance du bilan. La Compagnie examine actuellement des études sur les résultats techniques liés à certains passifs relatifs aux contrats d'assurance dans le bilan. Par conséquent, le goodwill, soit l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur de l'actif net acquis, pourrait être ajusté de manière rétrospective au cours du deuxième trimestre de 2014 afin de tenir compte de ces passifs relatifs aux contrats d'assurance. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités au 31 mars 2014 se fondent sur la meilleure estimation que puisse établir la direction de la répartition du prix d'acquisition.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, Irish Life a fourni des apports de 491 \$ et de 52 \$ au titre des produits et du bénéfice net, respectivement (à l'exclusion des charges de restructuration après impôt engagées par Irish Life). Ces montants sont inclus dans les comptes consolidés de résultat et les états consolidés du résultat global.

La Compagnie a engagé des coûts de restructuration et d'acquisition (note 10) de 5 \$ liés à Irish Life au premier trimestre de 2014 (4 \$ au premier trimestre de 2013).

b) **Événement postérieur**

Le 3 avril 2014, la Compagnie a annoncé que sa filiale, Great-West Financial, avait conclu un accord visant l'acquisition des activités de J.P. Morgan Retirement Plan Services en matière de tenue de dossiers sur le marché des groupes de grande taille. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation aux États-Unis, la transaction devrait être conclue au troisième trimestre de 2014. Cette transaction n'aura pas immédiatement d'incidence financière significative.

4. Placements de portefeuille

a) Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives des placements de portefeuille sont les suivantes :

	31 mars 2014		31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Obligations				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	70 395 \$	70 395 \$	68 091 \$	68 091 \$
Classées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	2 073	2 073	2 053	2 053
Disponibles à la vente	10 775	10 775	7 915	7 915
Prêts et créances	12 125	13 222	11 855	12 672
	95 368	96 465	89 914	90 731
Prêts hypothécaires				
Résidentiels	6 843	7 076	6 570	6 716
Non résidentiels	13 039	13 584	12 493	12 801
	19 882	20 660	19 063	19 517
Actions				
Désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽¹⁾	6 525	6 525	7 232	7 232
Disponibles à la vente	741	741	745	745
Autres	577	705	577	743
	7 843	7 971	8 554	8 720
Immeubles de placement	4 481	4 481	4 288	4 288
Total	127 574 \$	129 577 \$	121 819 \$	123 256 \$

(1) Les placements à la juste valeur par le biais du résultat net peuvent être désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au gré de la direction, ou classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net s'ils sont négociés activement dans le but de générer des produits de placement.

b) Les placements de portefeuille incluent les éléments suivants :

Valeur comptable des placements ayant subi une dépréciation

	31 mars 2014	31 décembre 2013
Montants ayant subi une dépréciation par classement		
À la juste valeur par le biais du résultat net	394 \$	384 \$
Disponibles à la vente	28	19
Prêts et créances	28	34
Total	450 \$	437 \$

La valeur comptable des prêts et créances est présentée ci-dessus déduction faite de provisions de 18 \$ et de 25 \$ au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013, respectivement.

4. *Placements de portefeuille (suite)*

c) Les produits de placement nets se répartissent comme suit :

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	994 \$	234 \$	71 \$	77 \$	130 \$	1 506 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	12	-	(1)	-	-	11
Autres classements	9	2	-	-	-	11
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	-	(1)	-	-	-	(1)
Autres produits et charges	-	-	-	(16)	(22)	(38)
	1 015	235	70	61	108	1 489
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	32	-	-	-	-	32
Designés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	1 712	-	210	90	78	2 090
	1 744	-	210	90	78	2 122
Total	2 759 \$	235 \$	280 \$	151 \$	186 \$	3 611 \$

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013	Obligations	Prêts hypothécaires	Actions	Immeubles de placement	Autres	Total
Produits de placement nets réguliers :						
Produits de placement gagnés	907 \$	219 \$	62 \$	64 \$	99 \$	1 351 \$
Profits nets réalisés						
Disponibles à la vente	35	-	-	-	-	35
Autres classements	6	6	-	-	-	12
Dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts et créances, montant net	-	(1)	-	-	-	(1)
Autres produits et charges	-	-	-	(15)	(20)	(35)
	948	224	62	49	79	1 362
Variations de la juste valeur des actifs à la juste valeur par le biais du résultat net :						
Profits (pertes) nets réalisés et latents						
Classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	3	-	-	-	-	3
Designés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net	228	-	236	9	(11)	462
	231	-	236	9	(11)	465
Total	1 179 \$	224 \$	298 \$	58 \$	68 \$	1 827 \$

4. *Placements de portefeuille (suite)*

Les produits de placement gagnés comprennent les produits générés par les placements classés comme disponibles à la vente, comme des prêts et créances et classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Les produits de placement tirés des obligations et des prêts hypothécaires comprennent les produits d'intérêts ainsi que l'amortissement des primes et de l'escompte. Les produits tirés des actions comprennent les dividendes et les produits tirés de la quote-part de la Compagnie dans le résultat d'IGM Financial Inc. et Allianz Ireland. Les produits tirés des immeubles de placement comprennent les produits locatifs gagnés à l'égard de ces immeubles, les loyers fonciers gagnés sur les terrains loués et sous-loués, le recouvrement des frais, les produits au titre de la résiliation de baux ainsi que les intérêts et les autres produits de placement réalisés sur les immeubles de placement

5. **Gestion du risque lié aux instruments financiers**

La Compagnie dispose de politiques pour déterminer, mesurer, surveiller et atténuer les risques liés à ses instruments financiers et en assurer le contrôle. Les principaux risques à cet égard sont le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché (change, taux d'intérêt et marchés boursiers). Le comité de gestion des risques du conseil d'administration est responsable du suivi des principaux risques auxquels la Compagnie est exposée. L'approche de la Compagnie à l'égard de la gestion du risque n'a pas changé de manière importante par rapport à celle qui est décrite dans le rapport annuel de 2013 de Lifeco. Certains risques sont présentés ci-dessous. Une analyse complète de la structure de gouvernance de la Compagnie et de son approche de gestion à l'égard du risque est présentée à la note intitulée Gestion du risque lié aux instruments financiers dans les états financiers consolidés audités et les notes annexes de la Compagnie figurant au rapport annuel daté du 31 décembre 2013.

La Compagnie a également établi des politiques et des procédures pour déterminer, mesurer et présenter les risques significatifs. La direction est responsable de l'établissement des procédures d'évaluation du capital relatives à la mise en œuvre et à la surveillance du plan de capital. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque que la Compagnie subisse une perte financière si certains de ses débiteurs manquent à leur obligation d'effectuer des paiements à leur échéance.

Concentration du risque de crédit

Les concentrations du risque de crédit proviennent de l'exposition à un seul débiteur, à un groupe de débiteurs liés ou à un groupe de débiteurs partageant des caractéristiques de risque de crédit similaires, comme un groupe de débiteurs exerçant leurs activités dans la même région ou dans des secteurs similaires. Aucun changement important n'est survenu depuis l'exercice clos le 31 décembre 2013.

5. *Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)*

b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que la Compagnie ne soit pas en mesure de répondre à la totalité de ses engagements en matière de sorties de trésorerie à mesure qu'ils arrivent à échéance. La Compagnie gère ce risque en appliquant les politiques et les procédures suivantes :

- La Compagnie gère étroitement les liquidités d'exploitation au moyen de l'appariement des flux de trésorerie de l'actif et du passif et par l'établissement de prévisions quant aux rendements obtenus et nécessaires. Cette façon de procéder assure une correspondance entre les obligations à l'égard des titulaires de polices et le rendement de l'actif.
- La direction surveille régulièrement l'utilisation des marges de crédit et évalue continuellement la disponibilité de ces formes de crédit et d'autres formes de crédit aux fins de l'exploitation.
- La direction surveille de près la solvabilité et les positions de capitaux propres de ses principales filiales et les compare aux besoins de liquidités de la société de portefeuille. La Compagnie peut obtenir des liquidités supplémentaires par l'intermédiaire de marges de crédit établies ou de transactions sur les marchés financiers. La Compagnie détient des marges de crédit obtenues auprès de banques à charte canadiennes.

c) Risque lié au marché financier

Le risque de marché correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des facteurs du marché qui peuvent être classés dans trois catégories : le risque de change, le risque de taux d'intérêt (compte tenu de l'inflation) et le risque lié aux marchés boursiers.

Mise en garde au sujet des sensibilités au risque

Les présents états financiers contiennent des estimations de sensibilité et de mesures d'exposition relatives à certains risques, notamment la sensibilité à des fluctuations précises des taux d'intérêt projetés et des cours de marché à la date d'évaluation. Les résultats réels peuvent être sensiblement différents de ces estimations, notamment en raison :

- de l'évaluation des circonstances donnant lieu au scénario qui pourrait entraîner des changements aux approches d'investissement et de réinvestissement et aux scénarios de taux d'intérêt pris en compte;
- des changements apportés aux hypothèses actuarielles et aux hypothèses sur le rendement des investissements et les activités d'investissement futures;
- des résultats réels, qui pourraient être sensiblement différents des résultats prévus aux hypothèses;
- des changements apportés à la répartition des activités, aux taux d'imposition effectifs et à d'autres facteurs liés au marché;
- des interactions entre ces facteurs et les hypothèses lorsque plusieurs viennent à changer;
- des limites générales des modèles internes de la Compagnie.

Pour ces raisons, les sensibilités énoncées devraient être considérées uniquement comme des estimations indicatives quant à la sensibilité sous-jacente de chacun des facteurs en fonction des hypothèses émises ci-dessus. Étant donné la nature de ces calculs, la Compagnie ne peut en aucun cas garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net attribuable aux actionnaires correspondra à celle qui est indiquée.

5. *Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)*

i) Risque de change

Le risque de change réside dans le fait que les activités de la Compagnie et les instruments financiers qu'elle détient sont libellés en diverses devises. En ce qui concerne l'actif couvrant les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement qui n'est pas libellé dans la même devise, les fluctuations des taux de change peuvent exposer la Compagnie au risque que les pertes de change ne soient pas contrebalancées par des diminutions du passif. La Compagnie détient des investissements nets dans des établissements à l'étranger. De plus, les dettes de la Compagnie sont principalement libellées en dollars canadiens. En vertu des Normes internationales d'information financière, les profits et les pertes de change liés à l'investissement net dans des établissements à l'étranger, déduction faite des activités de couverture et de l'incidence fiscale connexes, sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments de bénéfice global. Le raffermissement ou l'affaiblissement du taux de change au comptant du dollar canadien par rapport à celui du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro a une incidence sur le total du capital social et du surplus de la Compagnie. Par conséquent, la valeur comptable par action et le ratio des capitaux propres de la Compagnie surveillés par les agences de notation en subissent également l'incidence.

- Un affaiblissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une augmentation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net. Un raffermissement de 10 % du dollar canadien par rapport aux devises se traduirait normalement par une diminution des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'un montant semblable à la variation de l'actif qui les couvre, ce qui donnerait lieu à une variation négligeable du bénéfice net.

ii) Risque de taux d'intérêt

Il existe un risque de taux d'intérêt lorsqu'il n'y a pas appariement parfait entre les flux de trésorerie de l'actif et du passif et que les taux d'intérêt fluctuent, ce qui entraîne un écart de valeur entre l'actif et le passif.

Les flux de trésorerie projetés des actifs et des passifs courants sont utilisés dans la méthode canadienne axée sur le bilan pour l'établissement des passifs relatifs aux contrats d'assurance. Des hypothèses actuarielles ont été établies relativement aux taux de rendement de l'actif qui les couvre, aux titres à revenu fixe, aux capitaux propres et à l'inflation. Ces hypothèses reposent sur les meilleures estimations des taux de réinvestissement futurs et de l'inflation (en supposant qu'il y ait corrélation) et incluent des marges servant à couvrir les écarts défavorables, déterminées conformément aux normes de la profession. Ces marges sont nécessaires pour tenir compte des possibilités de mauvaise estimation ou de détérioration future des meilleures estimations et donnent une assurance raisonnable que les passifs relatifs aux contrats d'assurance couvrent diverses éventualités. Les marges sont révisées régulièrement afin de vérifier leur pertinence.

Le risque de réinvestissement est évalué au moyen de plusieurs scénarios de taux d'intérêt, qui prévoient tour à tour l'augmentation, la diminution et la fluctuation des taux. La provision totale relative aux taux d'intérêt suffit à couvrir un ensemble plus étendu ou plus strict de risques que l'ensemble de risques minimal défini dans les scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

La fourchette des taux d'intérêt couverts par ces provisions est établie en tenant compte des résultats historiques à long terme et elle fait l'objet d'une surveillance trimestrielle et d'un examen exhaustif annuel. De l'avis de la Compagnie, une modification parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement n'aurait pas une incidence importante sur la fourchette des taux d'intérêt devant être couverts par les provisions. Toutefois, si elle se prolongeait, cette modification parallèle pourrait avoir une incidence sur les scénarios envisagés par la Compagnie.

5. *Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)*

Le total de la provision relative aux taux d'intérêt tient également compte des scénarios actuels prescrits par l'Institut canadien des actuaires.

- Une augmentation parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits n'aurait aucune incidence sur la provision totale relative aux taux d'intérêt.
- L'incidence d'une diminution parallèle immédiate de 1 % de la courbe de rendement en vertu des scénarios prescrits correspondrait à une hausse d'environ 40 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 29 \$ du bénéfice net.

Une autre façon de mesurer le risque de taux d'intérêt associé à ces hypothèses consiste à déterminer l'incidence d'une modification de 1 % de la fourchette des taux d'intérêt qui, selon la Compagnie, devraient être couverts par des provisions sur les passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement ayant une incidence sur le bénéfice attribuable aux actionnaires de la Compagnie.

- L'incidence d'une augmentation immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une augmentation d'environ 28 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 39 \$ du bénéfice net.
- L'incidence d'une diminution immédiate de 1 % de la partie inférieure ou supérieure de la fourchette des taux d'intérêt prise en compte dans les provisions correspondrait à une hausse d'environ 462 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement, laquelle entraînerait une diminution d'environ 300 \$ du bénéfice net.

iii) *Risque lié aux marchés boursiers*

Le risque lié aux marchés boursiers correspond à l'incertitude liée à l'évaluation des actifs découlant des fluctuations des marchés boursiers. Afin d'atténuer le risque de prix, la politique de placement de la Compagnie prévoit le recours à des investissements prudents dans les marchés boursiers, selon des limites clairement définies. Le risque associé aux garanties liées aux fonds distincts a été atténué au moyen d'un programme de couverture des garanties de retrait minimum à vie, lequel prévoit l'utilisation de contrats à terme standardisés sur actions, de contrats à terme de gré à gré sur devises et d'instruments dérivés sur taux. En ce qui a trait aux polices comportant des garanties liées aux fonds distincts, la Compagnie calcule généralement les passifs relatifs aux contrats d'assurance selon un niveau d'espérance conditionnelle unilatérale 75 (ECU 75).

Certains passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sont soutenus par des immeubles de placement, des actions ordinaires et des titres de capitaux propres non cotés en Bourse, notamment des produits de fonds distincts et des produits aux flux de trésorerie de durée indéterminée. Ces passifs fluctuent généralement en fonction des valeurs des marchés boursiers. Leur montant pourrait donc varier en conséquence. Une remontée de 10 % des marchés boursiers donnerait lieu à une diminution supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 46 \$, donnant lieu à son tour à une augmentation du bénéfice net d'environ 37 \$. Un recul de 10 % des marchés boursiers entraînerait une augmentation supplémentaire des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement sans participation d'environ 153 \$, entraînant à son tour une diminution du bénéfice net d'environ 119 \$.

5. *Gestion du risque lié aux instruments financiers (suite)*

Les hypothèses les plus probables liées au rendement des actions se fondent principalement sur les moyennes historiques à long terme. Des changements sur le marché actuel pourraient donner lieu à des modifications de ces hypothèses et auraient une incidence sur les flux de trésorerie de l'actif et du passif. L'incidence d'une augmentation de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une diminution d'environ 480 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui donnerait lieu à une augmentation du bénéfice net d'environ 370 \$. L'incidence d'une diminution de 1 % des hypothèses les plus probables se traduirait par une augmentation d'environ 536 \$ des passifs relatifs aux contrats d'assurance sans participation, ce qui entraînerait une diminution du bénéfice net d'environ 409 \$.

6. **Évaluation à la juste valeur**

La Compagnie a classé ses actifs et ses passifs évalués à la juste valeur selon la hiérarchie des justes valeurs suivante :

Les évaluations à la juste valeur de niveau 1 utilisent des données sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, auxquelles la Compagnie a accès. Les actifs et les passifs évalués selon le niveau 1 comprennent les titres de participation négociés activement, les contrats à terme standardisés négociés en Bourse ainsi que les fonds communs de placement et les fonds distincts dont les cours sont disponibles sur un marché actif et qui ne comportent pas de clauses de rachat restrictives.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 2 utilisent des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement. Ces données du niveau 2 comprennent les cours des actifs et des passifs similaires sur les marchés actifs ainsi que les données autres que les cours observables de l'actif et du passif, par exemple, les courbes des taux d'intérêt et de rendement observables à intervalles réguliers. Les justes valeurs de certains titres du niveau 2 ont été fournies par un service d'établissement des prix. Ces données incluent, sans s'y limiter, les rendements de référence, les négociations publiées, les prix obtenus des courtiers, les écarts des émetteurs, les marchés réciproques, les titres de référence, les offres et d'autres données de référence. Les actifs et les passifs correspondant au niveau 2 comprennent ceux dont le prix est évalué en fonction d'une méthode matricielle fondée sur la qualité du crédit et la durée de vie moyenne, des titres de gouvernements et d'agences, des actions incessibles, un certain nombre d'obligations et d'actions privées, la plupart des obligations de sociétés assorties d'une notation de crédit élevée et de grande qualité, la plupart des titres adossés à des actifs, la plupart des contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les prêts hypothécaires. Les contrats d'investissement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement compris dans le niveau 2.

Les évaluations à la juste valeur de niveau 3 utilisent une ou plusieurs données importantes qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables; il s'agit de cas où il y a peu d'activité, voire aucune, sur le marché pour l'actif ou le passif. Les valeurs pour la plupart des titres correspondant au niveau 3 ont été obtenues à partir des prix d'un seul courtier, de modèles internes d'établissement des prix ou d'évaluateurs externes. Les actifs et les passifs financiers évalués en fonction du niveau 3 comprennent généralement un certain nombre d'obligations, certains titres adossés à des actifs, des actions privées, les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant certaines clauses de rachat restrictives, certains contrats dérivés négociés sur le marché hors cote ainsi que les immeubles de placement.

6. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des actifs et des passifs de la Compagnie évalués à la juste valeur sur une base récurrente, en fonction des niveaux de hiérarchie :

Actifs évalués à la juste valeur	31 mars 2014			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Trésorerie	3 196 \$	– \$	– \$	3 196 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	–	72 128	340	72 468
Actions	6 502	3	20	6 525
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	6 502	72 131	360	78 993
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	–	10 751	24	10 775
Actions	115	–	1	116
Total des actifs financiers disponibles à la vente	115	10 751	25	10 891
Immeubles de placement	–	–	4 481	4 481
Dérivés ⁽¹⁾	–	547	–	547
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	168	148	–	316
Autres actifs détenus à des fins de transaction	74	–	–	74
Autres ⁽²⁾	107	–	–	107
Total des actifs évalués à la juste valeur	10 162 \$	83 577 \$	4 866 \$	98 605 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	3 \$	949 \$	– \$	952 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	–	821	30	851
Autres passifs – autres	107	–	–	107
Total des passifs évalués à la juste valeur	110 \$	1 770 \$	30 \$	1 910 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 21 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 221 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Actifs évalués à la juste valeur	31 décembre 2013			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Trésorerie	2 791 \$	– \$	– \$	2 791 \$
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations	–	69 811	333	70 144
Actions	7 202	6	24	7 232
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	7 202	69 817	357	77 376
Actifs financiers disponibles à la vente				
Obligations	–	7 891	24	7 915
Actions	112	–	1	113
Total des actifs financiers disponibles à la vente	112	7 891	25	8 028
Immeubles de placement	–	–	4 288	4 288
Dérivés ⁽¹⁾	–	593	–	593
Autres actifs :				
Actifs du compte de négociation de Putnam	154	131	21	306
Autres actifs détenus à des fins de transaction	70	–	–	70
Autres ⁽²⁾	20	–	–	20
Total des actifs évalués à la juste valeur	10 349 \$	78 432 \$	4 691 \$	93 472 \$
Passifs évalués à la juste valeur				
Dérivés ⁽³⁾	6 \$	738 \$	– \$	744 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	–	859	30	889
Autres passifs – autres	20	–	–	20
Total des passifs évalués à la juste valeur	26 \$	1 597 \$	30 \$	1 653 \$

(1) Compte non tenu de garanties reçues de 19 \$.

(2) Compte tenu d'une garantie en trésorerie en vertu d'ententes de prêt de titres.

(3) Compte non tenu de garanties données de 206 \$.

Aucun transfert n'a été effectué entre le niveau 1 et le niveau 2 au titre des actifs de la Compagnie au cours de la période considérée.

6. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des actifs et des passifs évalués à la juste valeur sur une base récurrente pour lesquels la Compagnie a utilisé des données du niveau 3 :

	31 mars 2014							
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	333 \$	24 \$	24 \$	1 \$	4 288 \$	21 \$	4 691 \$	30 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	27	-	-	-	90	-	117	-
Compris dans les autres éléments du bénéfice global ⁽¹⁾	-	1	-	-	128	-	129	-
Achats	-	-	-	-	33	-	33	-
Ventes	-	-	(3)	-	(58)	(21)	(82)	-
Remboursements	(20)	(1)	-	-	-	-	(21)	-
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-
Solde à la fin de la période	340 \$	24 \$	20 \$	1 \$	4 481 \$	- \$	4 866 \$	30 \$
Total des profits pour l'exercice compris dans les produits de placement nets	27 \$	- \$	- \$	- \$	90 \$	- \$	117 \$	- \$
Variation des profits latents pour l'exercice compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 31 mars 2014	27 \$	- \$	- \$	- \$	90 \$	- \$	117 \$	- \$

(1) Le montant des autres éléments du bénéfice global pour les immeubles de placement représente le profit de change latent.

(2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.

(3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.

(4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

	31 décembre 2013							
	Obligations à la juste valeur par le biais du résultat net	Obligations disponibles à la vente	Actions à la juste valeur par le biais du résultat net ⁽³⁾	Actions disponibles à la vente	Immeubles de placement	Autres actifs – compte de négociation ⁽⁴⁾	Total de l'actif de niveau 3	Passifs relatifs aux contrats d'investissement
Solde au début de l'exercice	273 \$	27 \$	12 \$	1 \$	3 572 \$	9 \$	3 894 \$	33 \$
Total des profits								
Compris dans le résultat net	68	4	–	–	152	12	236	–
Compris dans les autres éléments du bénéfice global ⁽¹⁾	–	3	–	–	216	–	219	–
Acquisition d'Irish Life	120	–	1	–	248	–	369	–
Achats	–	–	20	–	182	–	202	–
Ventes	(104)	(5)	(10)	–	(82)	–	(201)	–
Remboursements	(68)	(5)	–	–	–	–	(73)	–
Autres	–	–	–	–	–	–	–	(3)
Transferts vers le niveau 3 ⁽²⁾	50	–	1	–	–	–	51	–
Transferts hors du niveau 3 ⁽²⁾	(6)	–	–	–	–	–	(6)	–
Solde à la fin de l'exercice	<u>333 \$</u>	<u>24 \$</u>	<u>24 \$</u>	<u>1 \$</u>	<u>4 288 \$</u>	<u>21 \$</u>	<u>4 691 \$</u>	<u>30 \$</u>
Total des profits pour l'exercice compris dans les produits de placement nets	<u>68 \$</u>	<u>4 \$</u>	<u>– \$</u>	<u>– \$</u>	<u>152 \$</u>	<u>12 \$</u>	<u>236 \$</u>	<u>– \$</u>
Variation des profits latents pour l'exercice compris dans le résultat net pour les actifs détenus au 31 décembre 2013	<u>75 \$</u>	<u>– \$</u>	<u>– \$</u>	<u>– \$</u>	<u>152 \$</u>	<u>12 \$</u>	<u>239 \$</u>	<u>– \$</u>

- (1) Le montant des autres éléments du bénéfice global pour les immeubles de placement représente le profit de change latent.
- (2) Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples ou de la suspension des clauses de rachat restrictives sur les placements dans des fonds communs et des fonds distincts.
- (3) Comprennent les placements dans des fonds communs et des fonds distincts comportant des clauses de rachat restrictives. La juste valeur est déterminée en fonction des cours du marché observables.
- (4) Comprennent des titres de capitaux propres non liquides lorsqu'il n'existe pas de cours publié; toutefois, la Compagnie est d'avis que le fait de changer les données de manière à modifier raisonnablement les hypothèses n'entraînerait pas de changement important en ce qui a trait à la valeur.

6. *Évaluation à la juste valeur (suite)*

Le tableau suivant présente des renseignements à l'égard des données importantes non observables utilisées en fin de période aux fins de l'évaluation des actifs et des passifs classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

Type d'actif	Méthode d'évaluation	Données importantes non observables	Valeur des données	Interdépendance entre les données importantes non observables et l'évaluation de la juste valeur
Titres adossés à des actifs (inclus dans les obligations)	Actualisation des flux de trésorerie	Hypothèse de taux de vitesse de remboursement par anticipation (pourcentage estimatif des remboursements par anticipation sur une base annuelle) Hypothèse de taux de défaut de paiement constant (pourcentage estimatif du groupe de garanties faisant l'objet de défauts sur une base annuelle) Hypothèse d'écart ajusté de l'indice des titres adossés à des actifs (l'indice ABX) (ajusté pour tenir compte des primes de liquidité calculées à l'interne)	8,5 % (moyenne pondérée) 5,0 % (moyenne pondérée) 487 pdb (moyenne pondérée)	La Compagnie ne croit pas que l'utilisation d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour remplacer une ou plusieurs des données aurait une incidence importante sur la juste valeur de ces instruments.
Immeubles de placement	L'évaluation des immeubles de placement est généralement déterminée au moyen de modèles d'évaluation des immeubles qui sont fondés sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent le montant net des flux de trésorerie futurs prévus. L'établissement de la juste valeur des immeubles de placement exige l'utilisation d'estimations, telles que les flux de trésorerie futurs (hypothèses locatives, taux de location, dépenses d'investissement et dépenses d'exploitation futurs) et les taux d'actualisation, le taux de capitalisation réversif et le taux de capitalisation global applicables aux actifs selon les taux du marché.	Taux d'actualisation Taux réversif Taux d'inoccupation	Fourchette de 3,6 % à 11,0 % Fourchette de 5,4 % à 8,3 % Moyenne pondérée de 4,0 %	Une diminution du taux d'actualisation se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'actualisation se traduirait par une diminution de la juste valeur. Une diminution du taux réversif se traduirait par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux réversif se traduirait par une diminution de la juste valeur. Une diminution du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une augmentation de la juste valeur. Une augmentation du taux d'inoccupation prévu se traduirait généralement par une diminution de la juste valeur.

7. Fonds distincts et autres entités structurées

Au Canada, aux États-Unis et en Europe, la Compagnie offre des produits de fonds distincts qui sont désignés soit comme des fonds distincts, des comptes distincts ou des fonds en unités de compte, selon la région. Il s'agit de contrats établis par les assureurs à l'intention des titulaires de polices de fonds distincts, aux termes desquels le montant des prestations est directement lié au rendement des placements ainsi qu'aux risques et aux avantages inhérents aux fluctuations de la juste valeur, et les produits de placement nets sont réalisés par les titulaires de polices de fonds distincts. Ces derniers doivent choisir des fonds distincts qui comprennent une gamme de placements sous-jacents. Bien que la Compagnie détienne les titres de propriété de ces placements, elle a l'obligation contractuelle de remettre les résultats de placement aux titulaires de polices de fonds distincts et elle sépare ces placements de ses propres placements.

Au Canada et aux États-Unis, les actifs des fonds et des comptes distincts sont juridiquement séparés de l'actif général de la Compagnie selon les modalités du contrat à l'intention des titulaires de polices, et ils ne peuvent être utilisés pour régler les obligations de la Compagnie. En Europe, les actifs des fonds sont séparés de façon fonctionnelle et implicite de ceux de la Compagnie. En raison des modalités juridiques et implicites associées à ces fonds, leurs actifs et leurs passifs sont présentés dans des postes distincts des bilans consolidés, soit Placements pour le compte des polices de fonds distincts, et un passif correspondant est comptabilisé au poste Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts.

Dans les cas où l'actif du fonds distinct est investi dans des entités structurées et que l'on considère que le fonds exerce un contrôle sur ces entités, la Compagnie a présenté les participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds distincts pour le risque lié aux titulaires de polices à titre de montants égaux et correspondants dans l'actif et le passif. Les montants ainsi présentés s'établissent à 799 \$ au 31 mars 2014 (772 \$ au 31 décembre 2013).

Dans les comptes consolidés de résultat, toutes les sommes relatives aux produits liés aux titulaires de polices de fonds distincts, y compris les variations de la juste valeur et les produits de placement nets, sont créditées aux titulaires de polices de fonds distincts et incluses dans les actifs et les passifs pour le compte des polices de fonds distincts dans les bilans consolidés. Étant donné que ces montants n'ont pas d'incidence directe sur les produits et les charges de la Compagnie, ils ne sont pas inclus séparément dans les comptes consolidés de résultat.

Exposition au risque inhérent aux garanties liées aux fonds distincts

La Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers, des produits unitaires à profit et des produits de rentes variables qui procurent certaines garanties liées à la juste valeur des fonds de placement. Bien que ces fonds soient semblables aux fonds communs de placement, ils en diffèrent principalement du fait qu'ils sont assortis de garanties qui protègent les titulaires de polices de fonds distincts contre les reculs subis par les placements sous-jacents sur le marché. Ces garanties constituent la principale exposition de la Compagnie liée à ces fonds. La Compagnie comptabilise ces garanties au titre des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement dans ses états financiers. Outre son exposition à ces garanties, la Compagnie court un risque à l'égard des honoraires qu'elle touche sur ces produits, car ils sont tributaires de la juste valeur des fonds.

Au Canada, la Compagnie offre des produits de fonds distincts aux particuliers par l'entremise de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. Ces produits procurent des garanties de retrait minimum au décès ainsi que des garanties de retrait minimum de capitalisation à l'échéance.

Aux États-Unis, la Compagnie offre des rentes variables assorties de garanties de retrait minimum au décès par l'intermédiaire de Great-West Financial. La plupart prennent la forme de primes au décès, et la garantie vient à échéance lorsque le titulaire de la police atteint 70 ans.

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

En Europe, la Compagnie offre des produits unitaires à profit qui sont semblables aux produits de fonds distincts, mais qui offrent le regroupement des fonds des titulaires de polices et des taux d'intérêt crédités minimaux.

La Compagnie offre également des produits assortis d'une garantie de retrait minimum au Canada, aux États-Unis et en Europe. Les produits assortis d'une garantie de retrait minimum de la Compagnie offrent divers niveaux de garantie en cas de décès et à l'échéance. Au 31 mars 2014, la valeur des produits assortis d'une garantie de retrait minimum en vigueur au Canada, aux États-Unis, en Irlande et en Allemagne s'établissait à 2 793 \$ (2 674 \$ au 31 décembre 2013).

Le tableau suivant présente l'exposition de la Compagnie à ces garanties :

	31 mars 2014				
	Valeur de marché	Insuffisance d'investissement par type de prestations			
		Revenu	Échéance	Décès	Total*
Exploitation canadienne	27 878 \$	– \$	22 \$	70 \$	70 \$
Exploitation américaine	9 245	–	–	43	43
Exploitation européenne	9 156	305	13	68	373
Total	46 279 \$	305 \$	35 \$	181 \$	486 \$

* Les titulaires ne peuvent recevoir une rente immédiate au titre d'une police que si l'un des trois événements suivants survient : le choix de prestations de revenu, l'échéance ou le décès. Le total de l'insuffisance mesure l'exposition à un moment précis, en supposant que l'événement le plus coûteux survienne le 31 mars 2014.

L'insuffisance des placements mesure l'exposition, à un moment donné, à un événement déclencheur (soit le choix de recevoir des prestations de revenu, l'échéance ou le décès), en supposant qu'il survienne le 31 mars 2014. Le coût réel pour la Compagnie dépendra de la survenance de l'élément déclencheur et des valeurs de marché à ce moment. Les sinistres réels avant impôt liés à ces garanties se sont chiffrés à 2 \$ pour le premier trimestre de 2014, la majeure partie de ces sinistres étant issue de l'unité Exploitation européenne.

Se reporter à la rubrique Gestion du risque et pratiques relatives au contrôle du rapport de gestion daté du 31 décembre 2013 de la Compagnie pour obtenir plus de renseignements sur l'exposition au risque inhérent aux garanties de la Compagnie et sur la façon dont elle gère ces risques.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts :

a) Placements pour le compte des polices de fonds distincts

	31 mars 2014	31 décembre 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 057 \$	11 374 \$
Obligations	36 781	34 405
Prêts hypothécaires	2 391	2 427
Actions et parts de fonds communs de placement	66 989	62 882
Fonds communs de placement	43 903	41 555
Immeubles de placement	8 628	8 284
	170 749	160 927
Produits à recevoir	411	380
Autres passifs/actifs	(2 269)	(1 300)
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	799	772
Total	169 690 \$	160 779 \$

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

b) Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Solde au début de l'exercice	160 779 \$	105 432 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépôts des titulaires de polices	6 310	3 774
Produits de placement nets	265	93
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	1 160	911
Profits en capital latents sur les placements, montant net	2 462	3 222
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	3 981	(321)
Retraits des titulaires de polices	(4 928)	(3 388)
Placement des fonds distincts dans le fonds général	(377)	-
Virement du (au) fonds général, montant net	13	16
Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds communs de placement	27	(5)
Autres	(2)	1
Total	8 911	4 303
Solde à la fin de la période	169 690 \$	109 735 \$

c) Produits de placement pour le compte des polices de fonds distincts

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Produits de placement nets	265 \$	93 \$
Profits en capital réalisés sur les placements, montant net	1 160	911
Profits en capital latents sur les placements, montant net	2 462	3 222
Profits (pertes) latents attribuables aux fluctuations des taux de change	3 981	(321)
Total	7 868	3 905
Variation des passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	7 868	3 905
Montant net	- \$	- \$

d) Placements pour le compte des polices de fonds distincts en fonction des niveaux de hiérarchie des évaluations à la juste valeur (note 6)

	31 mars 2014			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements pour le compte des polices de fonds distincts⁽¹⁾	112 111 \$	49 997 \$	9 687 \$	171 795 \$

(1) Compte non tenu d'un montant de 2 105 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

	31 décembre 2013			Total
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Placements pour le compte des polices de fonds distincts ⁽¹⁾	106 144 \$	46 515 \$	9 298 \$	161 957 \$

(1) Compte non tenu d'un montant de 1 178 \$ au titre des autres passifs, déduction faite des autres actifs.

Au cours du premier trimestre de 2014, des placements dans des actions étrangères d'une valeur de 7 \$ (1 780 \$ au 31 décembre 2013) ont été transférés du niveau 2 au niveau 1, car la Compagnie a été en mesure d'obtenir des prix cotés observables sur des marchés actifs.

Les actifs du niveau 2 incluent les actifs pour lesquels les sources de prix du marché usuelles ne fournissent pas la juste valeur et pour lesquels la Compagnie ne peut évaluer les actifs sous-jacents.

Le tableau suivant présente des renseignements additionnels à l'égard des placements pour le compte des polices de fonds distincts évalués à la juste valeur pour lesquels la Compagnie a utilisé les données du niveau 3 :

	31 mars 2014	31 décembre 2013
Solde au début de l'exercice	9 298 \$	6 287 \$
Total des profits inclus dans les produits de placement liés aux fonds distincts	276	694
Acquisition d'Irish Life	-	2 326
Achats	165	428
Ventes	(51)	(440)
Transferts vers le niveau 3	6	4
Transferts hors du niveau 3	(7)	(1)
Solde à la fin de la période	9 687 \$	9 298 \$

Les transferts vers le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère moins observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation. À l'opposé, les transferts depuis le niveau 3 sont essentiellement attribuables au caractère plus observable des données utilisées aux fins des méthodes d'évaluation en raison de la corroboration des prix du marché auprès de sources multiples.

En plus des fonds distincts, la Compagnie détient des participations dans un certain nombre d'entités structurées non consolidées, notamment des fonds communs de placement, des sociétés d'investissement à capital variable et des fiducies d'investissement à participation unitaire. Ces entités sont créées afin d'offrir des options stratégiques aux porteurs de parts, selon les directives de chaque fonds.

Certains de ces fonds sont gérés par des parties liées à la Compagnie, et la Compagnie touche des frais de gestion pour ces services. Les frais de gestion sont variables en raison de divers facteurs, comme le rendement des marchés et des secteurs dans lesquels le fonds investit. L'augmentation ou la diminution des frais de gestion des fonds de placement est généralement directement liée aux variations de l'actif géré, lesquelles subissent l'incidence de la conjoncture du marché, ainsi que des entrées et des sorties d'actifs de clients.

7. *Fonds distincts et autres entités structurées (suite)*

Les facteurs qui pourraient donner lieu à une diminution de l'actif géré et des honoraires comprennent les replis des marchés boursiers, les fluctuations des marchés des titres à revenu fixe, les variations des taux d'intérêt, les défaillances, les rachats et les autres retraits, les risques politiques et les autres risques économiques, l'évolution des tendances en matière de placement et le rendement de placement relatif. Le risque provient du fait que les honoraires peuvent fluctuer, mais que les charges et le recouvrement des charges initiales demeurent relativement fixes, ainsi que du fait que la conjoncture du marché peut entraîner une modification de la composition de l'actif se traduisant éventuellement par une variation des produits.

8. **Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement**

	31 mars 2014		
	Passif, montant brut	Actif au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	137 675 \$	5 444 \$	132 231 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	851	-	851
Total	138 526 \$	5 444 \$	133 082 \$

	31 décembre 2013		
	Passif, montant brut	Actif au titre des cessions en réassurance	Montant net
Passifs relatifs aux contrats d'assurance	131 174 \$	5 070 \$	126 104 \$
Passifs relatifs aux contrats d'investissement	889	-	889
Total	132 063 \$	5 070 \$	126 993 \$

9. **Charges financières**

Les charges financières s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Charges d'exploitation		
Intérêts sur les marges de crédit à l'exploitation et les instruments d'emprunt à court terme	1 \$	1 \$
Charges financières		
Intérêts sur les débetures à long terme et les autres instruments d'emprunt	66	58
Intérêts sur les débetures de fiducies de capital	3	3
Autres	6	5
Total	76 \$	67 \$

10. Coûts de restructuration et d'acquisition

À la suite de l'acquisition d'Irish Life le 18 juillet 2013, la Compagnie a dressé un plan de restructuration visant à regrouper les activités d'assurance-vie et de retraite de Canada Life (Ireland) et d'Irish Life.

Le tableau suivant présente les coûts de restructuration et d'acquisition selon les principaux postes :

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Coûts d'acquisition	– \$	4 \$
Restructuration – Irish Life		
Systèmes d'information	4	–
Autres	1	–
Total	5 \$	4 \$

11. Capital social

Actions ordinaires – émises et en circulation

	31 mars 2014		31 décembre 2013	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
Actions ordinaires :				
Solde au début de l'exercice	999 402 079	7 112 \$	950 596 440	5 848 \$
Actions ordinaires échangées contre des reçus de souscription lors de l'acquisition d'Irish Life	–	–	48 660 000	1 220
Achetées et annulées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(425 878)	(13)	(1 885 381)	(59)
Excédent du produit du rachat sur le capital déclaré selon l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités	–	10	–	46
Exercées et émises en vertu du régime d'options sur actions	182 362	6	2 031 020	57
Solde à la fin de la période	999 158 563	7 115 \$	999 402 079	7 112 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 5 décembre 2013, la Compagnie a annoncé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'au plus 6 000 000 de ses actions ordinaires aux fins d'annulation, offre qui débute le 9 décembre 2013 et se termine le 8 décembre 2014.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, la Compagnie a racheté puis annulé 425 878 actions ordinaires (néant au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 dans le cadre de la précédente offre publique de rachat dans le cours normal des activités) au coût de 13 \$. Le capital social de la Compagnie a été diminué de la valeur comptable moyenne des actions rachetées aux fins d'annulation. L'excédent payé sur la valeur comptable moyenne s'est établi à 10 \$ et a été comptabilisé à titre de réduction des capitaux propres.

12. Gestion du capital

a) Politiques et objectifs

La gestion du capital consiste à établir et à maintenir de façon constante la quantité et la qualité du capital pour les besoins de la Compagnie et à faire en sorte que celui-ci soit affecté conformément aux attentes des parties prenantes de la Compagnie. À cet égard, le conseil d'administration considère que les principales parties prenantes sont les actionnaires, les titulaires de polices et les détenteurs de créances subordonnées de la Compagnie, ainsi que les organismes de réglementation dans les divers territoires où la Compagnie et ses filiales exercent leurs activités.

La Compagnie gère son capital sur une base consolidée ainsi qu'au niveau de chaque filiale en exploitation. Les principaux objectifs de la stratégie de gestion du capital de la Compagnie sont les suivants :

- maintenir la capitalisation de ses filiales en exploitation réglementées à un niveau qui excède les exigences minimales de capital réglementaire appropriées dans les territoires où les filiales exercent leurs activités;
- conserver d'excellentes notations de crédit et de solidité financière qui lui garantissent un accès stable aux marchés financiers;
- offrir une structure du capital efficace afin de maximiser la valeur pour les actionnaires, en tenant compte des risques d'exploitation et des plans stratégiques de la Compagnie.

Le processus de planification en matière de capital incombe au chef des services financiers de la Compagnie. Le plan de capital est examiné par le comité de direction du conseil d'administration et approuvé par le conseil d'administration de la Compagnie, sur une base annuelle. Le conseil d'administration examine et approuve toutes les opérations sur capitaux propres conclues par la direction.

La capitalisation cible de la Compagnie et de ses filiales est déterminée en tenant compte de divers facteurs tels que la probabilité qu'elle devienne inférieure aux exigences minimales de capital réglementaire dans les territoires où les activités sont exercées, les opinions exprimées par diverses agences de notation qui fournissent des notations de santé financière et d'autres notations à la Compagnie et la volonté de réunir suffisamment de capitaux pour avoir un degré de confiance élevé quant à sa capacité de respecter ses obligations envers les titulaires de polices et ses autres obligations.

12. *Gestion du capital (suite)*

b) Capital réglementaire

Au Canada, le Bureau du surintendant des institutions financières Canada a défini une norme de mesure de suffisance du capital des compagnies d'assurance-vie constituées en personnes morales en vertu de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) et de leurs filiales : le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent. À cette fin, divers ajouts au capital ou diverses déductions de ce dernier sont prescrits par les lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières Canada. Le tableau qui suit présente un sommaire des données et des ratios ayant trait au montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent et l'information connexe de la Great-West :

	31 mars 2014	31 décembre 2013
Capital de première catégorie ajusté, montant net	10 923 \$	10 432 \$
Capital de deuxième catégorie, montant net	2 350	2 236
Total du capital disponible	13 273 \$	12 668 \$
Total du capital requis	5 780 \$	5 673 \$
Ratio du capital de première catégorie	189 %	184 %
Total du ratio	230 %	223 %

D'autres établissements et filiales à l'étranger de la Compagnie doivent se conformer aux exigences de capital et de solvabilité des territoires où ils sont présents. Au 31 décembre 2013, la Compagnie maintenait la capitalisation à un niveau excédant les exigences minimales réglementaires locales dans chacun des territoires de ses autres établissements à l'étranger.

13. Paiements fondés sur des actions

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, 1 556 300 options ont été attribuées en vertu du régime d'options sur actions de la Compagnie (1 810 600 options au cours du trimestre clos le 31 mars 2013). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du trimestre clos le 31 mars 2014 était de 5,78 \$ par option (4,33 \$ par option pour le trimestre clos le 31 mars 2013). Une charge de rémunération liée au régime d'options sur actions de la Compagnie de 1 \$ après impôt a été comptabilisée dans les comptes consolidés de résultat pour le trimestre clos le 31 mars 2014 (2 \$ après impôt pour le trimestre clos le 31 mars 2013).

14. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Le total des charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi incluses aux charges d'exploitation et aux autres éléments du résultat global s'établissent comme suit :

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Régimes de retraite		
Coût des services	39 \$	31 \$
Coût financier, montant net	1	7
	<u>40</u>	<u>38</u>
Autres avantages postérieurs à l'emploi		
Coût des services	-	1
Coût financier, montant net	5	4
	<u>5</u>	<u>5</u>
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – comptes de résultat	<u>45</u>	<u>43</u>
Réévaluations des régimes de retraite		
Perte actuarielle comptabilisée	225	17
Rendement plus élevé que le rendement prévu de l'actif	(119)	(114)
Frais administratifs moins élevés que prévu	(1)	-
Variation de l'incidence du plafond de l'actif	(7)	(5)
(Bénéfice) perte au titre des réévaluations des régimes de retraite	<u>98</u>	<u>(102)</u>
Réévaluations des autres avantages postérieurs à l'emploi		
Perte actuarielle comptabilisée	18	4
Charge au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi – autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	<u>116</u>	<u>(98)</u>
Total de la charge (de l'économie) au titre des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi	<u>161 \$</u>	<u>(55) \$</u>

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, la Compagnie a engagé des pertes actuarielles de 4 \$ liées aux réévaluations de régimes de retraite, lesquelles ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus (néant au cours du trimestre clos le 31 mars 2013). Ce montant représente la quote-part de la Compagnie des pertes d'un placement dans une entreprise associée comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence acquis au moment de l'acquisition d'Irish Life.

Au cours du premier trimestre de 2014, la Compagnie a modifié la répartition de certains placements de ses régimes de retraite, ce qui a fait en sorte que des actifs du régime d'un montant additionnel de 1 066 \$ sont maintenant inclus dans les fonds distincts de la Compagnie (note 7).

Le tableau ci-après présente le taux d'actualisation moyen pondéré des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi qui a été utilisé pour réévaluer l'obligation au titre des prestations aux dates suivantes :

	Taux d'actualisation moyen pondéré	
31 mars 2014 (31 mars 2013)	4,3 %	(4,3 %)
31 décembre 2013 (31 décembre 2012)	4,7 %	(4,3 %)

15. Bénéfice par action ordinaire

Le tableau qui suit permet de rapprocher le bénéfice de base par action ordinaire et le bénéfice dilué par action ordinaire :

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice		
Bénéfice net	616 \$	550 \$
Dividendes – détenteurs d’actions privilégiées	(29)	(33)
Bénéfice net – détenteurs d’actions ordinaires	587 \$	517 \$
 Nombre d’actions ordinaires		
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation	999 215 630	950 998 752
Ajouter :		
– Exercice potentiel d’options sur actions en cours	1 258 267	485 466
Nombre moyen d’actions ordinaires en circulation – dilué	1 000 473 897	951 484 218
 Bénéfice de base par action ordinaire	0,587 \$	0,544 \$
 Bénéfice dilué par action ordinaire	0,587 \$	0,544 \$
 Dividendes par action ordinaire	0,3075 \$	0,3075 \$

16. Impôt sur le résultat

a) Charge d’impôt

La charge (l’économie) d’impôt se compose des éléments suivants :

	Pour les trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Impôt exigible	106 \$	141 \$
Impôt différé	67	(13)
Total de la charge d’impôt	173 \$	128 \$

16. *Impôt sur le résultat (suite)*

b) Taux d'imposition effectif

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, le taux d'imposition effectif global de Lifeco était de 21 %, comparativement à 17 % pour l'ensemble de l'exercice 2013 et à 18 % pour le trimestre clos le 31 mars 2013. Les taux d'imposition effectifs sont généralement inférieurs au taux d'imposition de la Compagnie prévu par la loi, qui se chiffre à 26,5 %, en raison des avantages fiscaux liés aux produits de placement non imposables et aux taux d'imposition inférieurs dans les territoires étrangers.

La hausse du taux d'imposition effectif pour le trimestre clos le 31 mars 2014 par rapport à celui de l'ensemble de l'exercice 2013 s'explique par les dépenses non déductibles engagées au cours du trimestre ainsi que par l'augmentation des réserves au titre des positions fiscales incertaines. De plus, au cours du premier trimestre de 2014, les lois de l'impôt sur le revenu nouvellement adoptées par certains États ont entraîné une réduction de la valeur comptable de certains actifs d'impôt différé de Putnam, ce qui s'est traduit par une autre augmentation du taux d'imposition effectif pour le trimestre.

La hausse du taux d'imposition effectif pour le trimestre clos le 31 mars 2014 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent s'explique principalement par les facteurs susmentionnés.

c) Actifs d'impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de différences temporaires déductibles, de pertes et d'autres reports en avant non utilisés dans la mesure où la réalisation des avantages d'impôt connexes par l'entremise des bénéfices imposables futurs est probable.

La comptabilisation se fonde sur le fait qu'il est probable que la Compagnie enregistrera des bénéfices imposables ou qu'elle pourra tirer parti d'occasions de planification fiscale, et ainsi utiliser les actifs d'impôt différé. Des changements de circonstances au cours de périodes futures pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'appréciation du caractère recouvrable des actifs. L'incertitude quant à la recouvrabilité est prise en compte au moment de déterminer les actifs d'impôt différé. Le processus annuel de planification financière de la Compagnie constitue un point de départ important pour l'évaluation des actifs d'impôt différé.

L'actif d'impôt différé comporte des soldes qui sont tributaires des bénéfices imposables futurs. Or, les entités pertinentes ont subi des pertes soit durant l'exercice en cours, soit à l'exercice précédent. Le total de l'actif d'impôt différé pour les entités visées les plus importantes était de 1 360 \$ au 31 mars 2014 (1 299 \$ au 31 décembre 2013).

17. Provisions et passif éventuel (changements survenus après le 31 décembre 2013, date du rapport annuel)

Événements postérieurs

Le 1^{er} mai 2014, une filiale de la Compagnie, Putnam Advisory Company, LLC, est parvenue à une entente avec la Massachusetts Securities Division relativement à la plainte administrative qu'elle avait reçue. La résolution de cette question n'aura pas d'incidence significative sur la situation financière consolidée de la Compagnie. Le 28 avril 2014, la poursuite civile restante engagée contre Putnam Advisory Company, LLC relativement à son rôle à titre de gestionnaire de garanties à l'égard de deux titres garantis par des créances a été rejetée.

18. Information sectorielle

a) Résultat net consolidé

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 613 \$	812 \$	1 842 \$	– \$	5 267 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	638	357	498	(4)	1 489
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	947	323	852	–	2 122
Total des produits de placement nets	1 585	680	1 350	(4)	3 611
Honoraires et autres produits	344	419	296	–	1 059
Total des produits	4 542	1 911	3 488	(4)	9 937
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	3 365	1 298	2 826	–	7 489
Autres*	715	494	310	4	1 523
Charges financières	29	35	12	–	76
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	13	15	5	–	33
Coûts de restructuration et d'acquisition	–	–	5	–	5
Bénéfice avant impôt	420	69	330	(8)	811
Impôt sur le résultat	105	23	47	(2)	173
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	315	46	283	(6)	638
Participations ne donnant pas le contrôle	22	1	(1)	–	22
Bénéfice net	293	45	284	(6)	616
Dividendes – détenteurs d'actions privilegiées	23	–	6	–	29
Bénéfice net avant la répartition du capital	270	45	278	(6)	587
Incidence de la répartition du capital	24	(4)	(19)	(1)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	294 \$	41 \$	259 \$	(7) \$	587 \$

* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

Pour le trimestre clos le 31 mars 2013⁽¹⁾

	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Exploitation générale de Lifeco	Total
Produits :					
Primes reçues	2 515 \$	629 \$	1 787 \$	– \$	4 931 \$
Produits de placement nets					
Produits de placement nets réguliers	619	323	427	(7)	1 362
Variations de la juste valeur par le biais du résultat net	56	(6)	415	–	465
Total des produits de placement nets	675	317	842	(7)	1 827
Honoraires et autres produits	309	337	152	–	798
Total des produits	3 499	1 283	2 781	(7)	7 556
Prestations et charges :					
Sommes versées ou créditées aux titulaires de polices	2 456	760	2 344	–	5 560
Autres*	653	378	168	3	1 202
Charges financières	29	34	4	–	67
Amortissement des immobilisations incorporelles à durée déterminée	12	13	2	–	27
Coûts de restructuration et d'acquisition	–	–	4	–	4
Bénéfice avant impôt	349	98	259	(10)	696
Impôt sur le résultat	67	20	43	(2)	128
Bénéfice net avant les participations ne donnant pas le contrôle	282	78	216	(8)	568
Participations ne donnant pas le contrôle	15	3	–	–	18
Bénéfice net	267	75	216	(8)	550
Dividendes – détenteurs d'actions privilégiées	27	–	6	–	33
Bénéfice net avant la répartition du capital	240	75	210	(8)	517
Incidence de la répartition du capital	25	(4)	(18)	(3)	–
Bénéfice net – détenteurs d'actions ordinaires	265 \$	71 \$	192 \$	(11) \$	517 \$

(1) Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour tenir compte des ajustements liés à la présentation (note 2).

* Comprend les commissions, les charges d'exploitation et frais administratifs et les taxes sur les primes.

18. Information sectorielle (suite)

b) Total consolidé de l'actif et du passif

	31 mars 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	61 126 \$	33 282 \$	43 914 \$	138 322 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 106	1 910	2 363	9 379
Autres actifs	3 138	3 706	18 625	25 469
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	65 827	29 464	74 399	169 690
Total	135 197 \$	68 362 \$	139 301 \$	342 860 \$

	31 mars 2014			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Passif				
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	56 308 \$	30 238 \$	51 980 \$	138 526 \$
Autres passifs	5 213	4 726	3 741	13 680
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	65 827	29 464	74 399	169 690
Total	127 348 \$	64 428 \$	130 120 \$	321 896 \$

	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Actif				
Actif investi	59 735 \$	31 206 \$	41 001 \$	131 942 \$
Goodwill et immobilisations incorporelles	5 103	1 828	2 337	9 268
Autres actifs	2 941	3 356	17 619	23 916
Placements pour le compte des polices de fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
Total	129 983 \$	64 558 \$	131 364 \$	325 905 \$

	31 décembre 2013			
	Exploitation canadienne	Exploitation américaine	Exploitation européenne	Total
Passif				
Passifs relatifs aux contrats d'assurance et d'investissement	55 004 \$	28 376 \$	48 683 \$	132 063 \$
Autres passifs	4 882	4 501	3 681	13 064
Contrats d'assurance et d'investissement pour le compte des polices de fonds distincts	62 204	28 168	70 407	160 779
Total	122 090 \$	61 045 \$	122 771 \$	305 906 \$

GREAT-WEST LIFECO^{INC.}

MEMBRE DU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE LA CORPORATION FINANCIÈRE POWER^{MC}

Dans le but de réduire notre empreinte environnementale, le présent rapport a été imprimé sur du papier certifié Forest Stewardship Council® et qui contient 30 % de fibres recyclées après consommation. Lorsque vous aurez terminé la lecture du présent rapport, veuillez le mettre au recyclage. Vous pouvez également télécharger sa version électronique en vous rendant à l'adresse www.greatwestlifeco.com.